

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 13 SEPTEMBRE 1977 - N° 505

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F



juin 1976 : Les ouvriers de l'usine de tracteurs d'Ursus bloquent les trains pour protester contre les hausses de prix.

GIEREK A PARIS

L'assassin de
la révolte ouvrière
d'Ursus (Juin 76)
en France
pour 3 jours

Gierek, premier responsable polonais est en visite à Paris. Il s'installe à Paris. Il doit négocier des accords économiques avec Giscard. En effet la bourgeoisie polonaise, ayant livré le pays au pillage économique de l'URSS, tente de remédier à la crise en intensifiant ses relations avec l'Occident, ce qui ne fait que l'aggraver.

tion qui l'a contraint récemment à libérer les ouvriers emprisonnés. Tout en utilisant la démagogie, il continue à développer la répression et la surveillance des opposants.

Tout en déplorant du bout des lèvres qu'on tire sur les ouvriers polonais, comme il réprouvait l'occupation russe de la Tchécoslovaquie, le PCF estime que la Pologne est un pays «socialiste». C'est que le capitalisme d'État qu'il nous propose a bien des ressemblances avec le régime de Gierek. Marchais disait à la fête de l'Humanité que les travailleurs ne veulent pas d'un «socialisme à la Soarès». Mais ils ne veulent pas non plus d'un «socialisme à la Gierek».

Cette crise, Gierek a voulu la faire payer aux travailleurs par une attaque sans précédent contre leur niveau de vie en juin 76. Comme en 1970, les ouvriers se sont révoltés et Gierek comme son prédécesseur Gomułka a fait tirer férocement sur le peuple, assassinant des dizaines d'ouvriers.

Depuis, il a dû faire face à un puissant mouvement d'opposi-

Marchais à la fête de l'Humanité

«L'accord n'est pas certain»

FAUX SUSPENSE AVANT L'ACCORD AVEC LE PS

Regroupant comme à l'habitude beaucoup de monde, beaucoup d'annonceurs publicitaires, beaucoup de bouffe et beaucoup d'adhésions-bidons, la fête de l'Huma valait surtout, cette année, par la proximité du sommet de la gauche. Marchais y a prononcé devant ses militants un discours qualifié d'«important». Après les condamnations du gouvernement Giscard-Barre, l'essentiel du discours de Marchais a bien sûr été consacré à la querelle avec le PS. Marchais a dit que «l'accord n'est pas certain» mais qu'il «ne viendrait pas à la négociation le couteau sur la table». Marchais a surtout cherché à garder le flou sur son attitude lors du sommet. Après des années et des années pour présenter l'union de la gauche comme la seule perspective crédible aux travailleurs, on imagine mal que le PCF prenne le risque d'une rupture surtout que le rapport de forces n'est pas en sa faveur.

(Lire page 6)

LIBAN : LE SUD OÙ LA GUERRE CONTINUE

Lire notre article en page 12

Catalogne



Plus d'un million de manifestants pour l'autonomie

Pour la fête nationale de la Catalogne, dimanche, plus d'un million de manifestants défilaient dans les rues de Barcelone, la ville était couverte de drapeaux. C'était la plus importante manifestation en Catalogne depuis quarante ans. Des mots d'ordre ont été lancés pour exiger une autonomie véritable, autre que le projet actuellement préparé par Suarez.

(Lire page 9)

De Wendel réorganisé : 16 000 licenciements

Le groupe sidérurgie Wendel se réorganise. Le plus gros producteur français de l'acier se divise en deux groupes, l'un pour la sidérurgie traditionnelle, l'autre pour le reste des activités.

L'État veut ainsi contrôler davantage le financement de ce secteur clé. Cette réorganisation laisse intact le plan de 16 000 licenciements prévus dans la branche.

(Lire page 4)

Pays impérialistes en échec à Nairobi

A Nairobi, à la conférence sur la désertification des pays du Tiers Monde ont imposé aux pays impérialistes la création d'un fonds spécial de lutte contre la désertification, géré par un organisme international. Les pays du Tiers Monde veulent ainsi contrôler eux-mêmes les fonds destinés à enrayer la progression des déserts.

(Lire page 5)

Éthiopie : Guerre ouverte ?

Alors que les relations diplomatiques ont été rompues entre les deux pays et que les tentatives de médiation africaines ne donnent pas de résultats, il semble que le conflit de l'Ogaden entre dans une phase de guerre ouverte entre l'Éthiopie et la Somalie. Une ville somalienne à 40 km de la frontière a été bombardée par trois avions éthiopiens.

(lire page 9)

Lire notre article page 10

Le nucléaire en question

SUPER PHENIX: un pari dangereux

Par Éric BRÉHAT

● Trente réacteurs à neutrons rapides de 1 800 mégawatts sont répartis sur les fleuves et les côtes français, les usines de retraitement et de stockage de plutonium ont fleuri un peu partout. Dans quelques années, on pourra commencer à démonter les vieux PWR des années 70-80. Il faudra à ce moment trouver impérativement de nouveaux sites pour construire des réacteurs poubelles où l'on « brûlera » leurs déchets. Bien sûr, pas question de les construire dans la région de Morestel puisque celle-ci est encore contaminée par l'accident de Super-Phénix.

Anticipation pessimiste, mais n'est-ce pas ce que la bourgeoisie nous prépare, si elle conservait le pouvoir. Avec la construction de la filière à neutrons rapides, dont l'intérêt dans le cadre d'un programme nucléaire, est indéniable, on touche la clé de voûte du programme électro-nucléaire français et aussi son aspect le plus inquiétant.

Présentée à ses débuts comme une filière au même titre que les autres, la filière à neutrons rapides est aujourd'hui devenue aux yeux de la bourgeoisie française la « solution d'avenir », celle qui doit résoudre le problème énergétique du 21^e siècle. Le discours officiel qui n'en est pas à une contradiction près, a commencé par présenter le nucléaire comme la solution à tous nos maux. « Tout électrique, tout nucléaire », tel était le slogan de l'EDF. La contestation précise et argumentée du programme électro-nucléaire, soulignant entre autres le caractère limité des réserves d'uranium, a vite tourné en ridicule ces perspectives mirobolantes. Et l'on entend aujourd'hui les mêmes propagandistes du gouvernement, dans l'EDF et dans le CEA affirmer ce qu'ils n'avaient auparavant pour imposer la construction de la première grosse centrale à neutrons rapides : Super Phénix. A savoir : les réserves mondiales en uranium sont limitées, les centrales à eau légère PWR gaspillent en grande partie l'uranium avec lequel on les alimente, elles ont un faible rendement, elles réchauffent les eaux, le plutonium qu'elles produisent est un corps dange-

reux à conserver. Ceci pour le discours. Dans la pratique, la construction de la centrale s'engage sans autorisation et les manifestations organisées pour l'empêcher sont réprimées avec une sauvagerie, une volonté de tuer que l'on n'avait pas encore rencontrées dans ce genre de mobilisations.

Aussi, il est évident qu'il ne faut accorder aucune confiance aux discours officiels, qu'ils prennent la forme d'une intervention ministérielle ou celle plus insidieuse d'un discours « objectif », scientifique apparemment fortement argumenté. Dans ce domaine aussi, particulièrement important, notre peuple doit se faire lui-même son opinion.

La logique de l'impérialisme français

Tout d'abord, il faut comprendre pourquoi, malgré les réticences qui existent chez les scientifiques, le gouvernement actuel veut à tout prix développer cette filière.

Là encore le discours officiel trompe. Il fait reposer son argumentation sur le manque de

sources d'énergies nationales classiques. L'enquête faite par *Le Quotidien du Peuple* sur les ressources énergétiques de la France et les énergies dites nouvelles a montré que ce manque était la conséquence d'une suite de choix politiques à caractère impérialiste.

La réalité doit être recherchée dans la situation politique et économique de la France. L'une des plaques de salut de l'organisation actuelle de la société, prise entre les pays du Tiers-Monde qui exigent le contrôle de leurs richesses et les travailleurs qui ne supportent pas le poids de la crise peut sembler être le nucléaire.

La conquête de marchés extérieurs, la capacité d'exporter des technologies exigeant de lourds investissements apparaît aux experts de l'économie bourgeoise comme un objectif indispensable à atteindre qui guide pour une part importante les choix dans le domaine nucléaire.

L'industrie chimique, l'automobile l'ont compris depuis longtemps. Mais dans ce domaine, l'industrie nucléaire représente un marché considérablement plus important. Il a justifié quasiment à lui seul en France la restructuration complète de la grosse industrie de fonderie et d'électromécanique (CGE, Creusot-Loire, Alsthom) sans compter l'industrie de l'uranium (P.U.K.). Or, dans la compétition qui s'ensuit, l'impérialisme français, touché de plein fouet par la crise, estime posséder d'importants atouts par la relative maîtrise technologique acquise au CEA.

Il est vrai que le prototype Phénix a mieux marché que ses homologues à l'étranger. Il est vrai que l'usine de la Hague, productive de plutonium, fonctionne à peu près seule au monde (mais dans quelles conditions). Nos gouvernants ont donc conclu que la France avait la possibilité d'ici une ou deux décennies de conquérir une place sur le marché mondial, aujourd'hui détenu par les USA avec la filière à eau légère. Ce rêve justifie à leurs yeux que tout soit mis en œuvre pour construire le prototype semi-industriel Super Phénix. Les mêmes raisons pousseront nécessairement la gauche dans la même voie. Nous reviendrons sur ce sujet, mais il suffit de se souvenir des

lamentations du PCF, lorsque la possibilité de vente d'une centrale nucléaire à l'Irak a été « manquée ».

Les doutes

Le discours (rassurant) des autorités étant ramené à ses véritables intentions, quels éléments peut-on fournir pour se faire une opinion sur le degré de sûreté de Super Phénix ? — au niveau de la fiabilité de l'installation, l'utilisation de quantités considérables de sodium si elle présente l'avantage de pouvoir supporter sans problème une élévation de température limitée, augmente le risque de réaction sodium-eau ou sodium-air qui sont toutes les deux violentes, voire explosive. Le CEA a expérimenté récemment des dispositifs permettant d'éteindre des feux de « plusieurs tonnes de sodium ». Tant mieux : mais, la probabilité importante de ce genre d'incident causé par des fuites, pourrait immobiliser fréquemment la centrale. Ce ne fut pas le cas pour Phénix mais les deux ans d'expérience (Phénix est en veilleuse depuis 76, deux échangeurs de chaleur étant endommagés) ne permettent pas d'extrapoler. Les conséquences d'un incident grave sur le circuit de sodium peuvent d'autre part se porter sur le cœur :

- Ces données techniques permettent de comprendre qu'à la différence des autres types de réacteur, le réacteur à neutrons rapides présente une possibilité d'emballement de la réaction nucléaire, dans le cas où plusieurs éléments de combustible fusionneraient entre eux, du fait de la concentration en matière fissile. Les ingénieurs appellent ce phénomène « excursion nucléaire primaire ». C'est dans d'autres circonstances, le phénomène qui se produit dans une bombe atomique. Il est fort probable qu'en ce cas, la réaction s'arrêterait assez rapidement par suite de la dispersion du combustible due à l'élévation de température. Mais sans exclure la possibilité d'autres « excursions nucléaires », il faut déjà être sûr qu'en tel accident, de toute façon fatal pour l'installation, n'aboutisse pas à la dispersion de plutonium dans l'air. Le CEA et l'EDF assurent

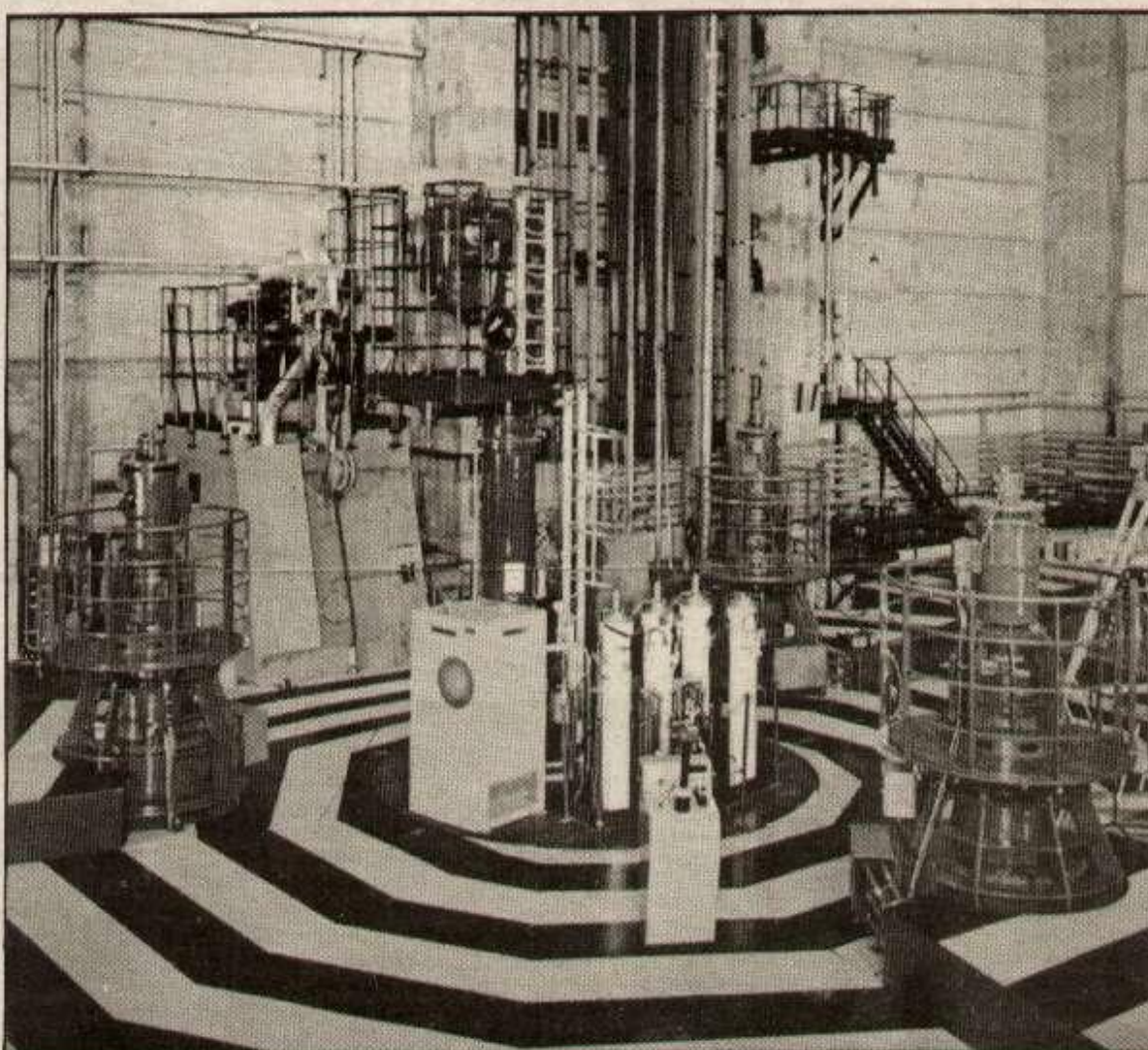
que cela est impossible et que les multiples barrières ont été calculées en fonction de ce risque. Ils sont critiqués par de nombreux scientifiques sur ce point, pour la raison fondamentale suivante : pour calculer le dimensionnement des barrières, il est nécessaire d'élaborer un modèle mathématique du phénomène d'explosion. Si l'élaboration de ce modèle est possible son calcul dépend de paramètres que seule l'expérimentation peut déterminer. Peut-on extrapoler des valeurs connues pour des petites puissances ? Rien ne permet de l'affirmer, la seule démarche sûre en l'affaire était de procéder progressivement. Or, dans le cas de Super Phénix, on passe d'une expérience de 300 MWe à 1 200 MWe !

- Les responsables du programme se retranchent derrière leurs travaux pour dire qu'on peut extrapoler. Mais ils affirment en plus que la probabilité d'un tel accident est négligeable et s'appuient à ce propos sur l'expertise faite par une société américaine.

Là aussi certains statisticiens contestent le calcul de risques qui est fait, dans la mesure où il suppose que certaines pannes envisagées sont indépendantes les unes des autres. Or, comme l'a prouvé l'accident de la centrale de Brown Ferry où un employé en s'éclairant à la bougie, a détruit d'un seul coup tous les circuits de sécurité, des interventions extérieures peuvent entraîner des enchaînements de pannes considérées comme indépendantes. D'ailleurs le raisonnement sur lequel s'appuient le CEA et l'EDF est le même, bien que plus élaboré, que celui qui avait calculé les risques d'incendie dans les capsules Gemini du programme aéro-spatial U.S. La mort de trois astronautes dans leur cabine permet de le mettre en doute.

- Une incertitude pèse donc sur Super Phénix et a fortiori sur les réacteurs de 1 800 MWe (stade industriel) qui doivent suivre. Or en la matière, aucune certitude de cette taille n'est admissible. Une dispersion de plutonium à la suite d'un accident grave serait catastrophique pour la région, et bien au-delà en temps et en distance.

Il faut donc, sans renoncer à l'étude de cette filière, refuser actuellement la construction de Super Phénix.



La filière à neutrons rapides

● PAS DE MODÉRATEUR

A la différence des autres filières, celle-ci n'utilise pas de modérateur. Seuls les neutrons (neutrons rapides), émis lors des fissions, produisent d'autres fissions, leur manque d'efficacité est compensée par une teneur très forte en matière fissile de l'ordre de 23 % contre 3 % dans les PWR. Le réacteur est chargé au départ avec un mélange d'U 235 et de plutonium, et doit être rechargé en plutonium.

● CALOPORTEUR : SODIUM LIQUIDE À 500 °

A volume égal, le réacteur produit dix fois plus de chaleur que les PWR. On utilise du sodium fondu capable d'absorber beaucoup de chaleur pour l'évacuer.

● LA SURRÉGÉNÉRATION

Sur le grand nombre de neutrons émis, très peu provoquent des fissions. Les noyaux d'U 238 (non fissiles) étant avides en neutrons rapides, si l'on dispose autour du réacteur, de l'U 238 (appauvri), on le transmute progressivement en plutonium. Il se forme alors plus de plutonium qu'il ne s'en détruit dans le cœur.

● AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS

En permettant d'utiliser l'uranium appauvri, cette filière exploite avec un rendement supérieur l'uranium extrait des mines — la forte température du cœur autorise un rendement de 40 % contre 33 % pour les PWR — par contre ces réacteurs exigent de manipuler de grandes quantités de plutonium : 4,7 tonnes dans Superphénix, produit nocif dont la radioactivité est très longue — la quantité de sodium liquide utilisée augmente les risques d'accident car le sodium réagit dans l'air et dans l'eau.

LUTTES OUVRIERES

Montefibre : nouvelle réunion du CE aujourd'hui

CHANTAGE DE LA MONTEDISON ET DE BEULLAC

Après leur venue à Paris, vendredi après-midi, les «Montefibre», de retour dans les Vosges, ont réceptionné samedi matin, à 10 heures une nouvelle citerne de fuel (20 tonnes) à l'usine de St-Nabord. Avec satisfaction, mais en estimant que cette nouvelle livraison faite par la Montedison n'est pas dénuée d'arrière-pensées de sa part.

En agissant ainsi, alors que rien ne l'y oblige désormais, depuis le départ de Casali, il est clair que la Montedison entend persuader les «Montefibre» qu'en échange de sa «bonne volonté», il leur faut accepter la reprise de la production suivant le plan de chômage prévu.

C'est bien d'ailleurs de cette manière qu'elle vient de présenter les choses, ce week-end : «Nous acceptons de livrer du fuel à nouveau, en vue de commencer, le cas échéant, la production selon le plan déjà proposé lundi dernier» !

Il est donc clair que la nouvelle réunion du comité d'établissement, convoquée pour lundi après-midi, doit être l'occasion pour la Montedison de confirmer son intransigeance. D'ailleurs, une fois de plus, craignant la colère prévisible des travailleurs, elle refuse que la réunion se déroule au sein de l'entreprise et en présence «d'éléments extérieurs» (c'est-à-dire qu'elle refuse même que des délégués du personnel y assistent. Remettant ainsi en cause la loi sur les comités d'entreprise, puisque les membres de celui-ci, peuvent, après un vote, demander la présence de toute personne susceptible d'apporter des éléments supplémentaires à la discussion).

La Montedison a certainement tiré les leçons de la réunion de lundi dernier !

Quant au gouvernement avec qui elle prétend examiner actuellement «toutes les solutions possibles qui permettraient de résoudre les problèmes actuels de l'usine de St-Nabord», il vient de faire connaître sa position définitive. En réponse à l'exigence des travailleurs de la réouverture totale, Beullac vient d'apostropher les syndicats «qui ne veulent pas tenir compte de certaines réalités économiques et prennent des positions intransigeantes, risquant d'aboutir à des con-

La Montedison investit en URSS

Lors de notre premier reportage à St Nabord, un travailleur résumait justement la raison de la fermeture de Montefibre : «Nous n'avons jamais été qu'un pion sur l'échiquier de la Montedison. Elle préfère investir maintenant dans des pays où les travailleurs sont encore plus exploités que nous.»

On vient d'avoir des précisions sur les pays où la Montedison entend désormais s'implanter. Il y a notamment l'URSS : «La main d'œuvre y est meilleure marché et plus soumise, les syndicats sont inféodés au gouvernement, et la situation politique est stable, contrairement à l'Italie et à la France...» sont les raisons invoquées !

La Montedison aurait l'intention d'installer huit usines en URSS. Cela représenterait un investissement de deux milliards de dollars !

Le groupe italien avait d'ailleurs déjà trois usines en URSS. La quasi-totalité de leur production revient directement à la Montedison qui l'écoule en Europe.

séquences bien plus graves pour le personnel». Bref, c'est toujours le même

chantage fait aux travailleurs. «Entre deux maux, choisissez le moindre» !



Les «Montefibre» au cours d'un meeting

RESPECT DES ACCORDS DE JUIN, LEVÉE DES SANCTIONS CHEZ ROTH

• Licenciement d'une vingtaine d'ouvriers turcs qui avaient activement participé à la grève de juin, sous prétexte qu'ils étaient rentrés de vacances en retard (ils avaient été bloqués à la sortie de Turquie par une épidémie de choléra), création d'un syndicat—maison F.O. pendant le mois d'août, qui regroupe certains ouvriers français et la maîtrise, appel au tribunal d'instance pour essayer de repousser les élections des délégués... Les frères Roth n'ont pas lésiné sur les moyens pour prendre leur revanche sur les grévistes de juin.

Mercredi, après la mise à pied du délégué syndical turc, les 450 ouvriers immigrés de l'équipe de l'après-midi cessent le travail, et tentent d'étendre le mouvement. Quatorze sont licenciés immédiatement, dont le délégué. Jeudi, Roth organise une trentaine d'hommes, armés de barres de fer, de casques. Il agresse lui-même le permanent de l'UD CFDT. L'agresseur portera plainte ensuite contre le délégué ! Vendredi, la milice patronale fait rentrer les cars de ramassage, c'est la reprise, sous la surveillance de la gendarmerie, et de policiers civils. 200 ouvriers turcs refusent de rentrer.

«Les travailleurs de Roth-Frères ont repris le travail mais rien n'est réglé», ont indiqué en fin de semaine les responsables de l'U.-D. CFDT et de la section d'usine, «cette reprise du travail s'étant faite sous la menace et la contrainte. Ce matin, a indiqué la CFDT, les ouvriers se sont trouvés face

à une véritable milice patronale, de gens casqués et armés, entre autres de barres de fer et qui sont intervenus dans l'usine et à l'extérieur, alors que la police était également présente. Devant les actes d'une telle gravité, la CFDT a alerté la préfecture, ainsi que le ministère du Travail», a indiqué

M. Clément, qui a souligné que l'objectif des frères Roth était d'empêcher toute action syndicale de la CFDT dans l'entreprise. «Nous avons demandé à tous les ouvriers de ne pas réagir aux provocations et aux violences, ont encore indiqué les responsables de la CFDT, ajoutant qu'ils continueraient à défendre les différents points qui avaient provoqué la grève» :

—levée des sanctions qui ont frappé les ouvriers, arrivés après la rentrée des congés, pour des raisons indépendantes de leur volonté,

—levée des licenciements : une quinzaine prononcée après le début de la grève, —respect des accords, conclus avec la direction de l'entreprise au mois de juin, et notamment, respect du droit syndical,

—enfin, dissolution de la milice patronale, mise en place depuis vendredi. «L'action continuera», a ajouté la CFDT qui organisait une réunion générale dimanche à 14 H, à la maison des syndicats.

Quant à la direction de Roth-Frères, elle a déclaré qu'elle maintenait les licenciements décidés, pour «brutalités et entraves à la liberté du travail», ainsi que les «plaintes pour coups et blessures», notamment contre le permanent syndical CFDT, déposées à la suite des incidents qui ont éclaté jeudi matin entre grévistes et non-grévistes.

Dans une communiqué, le CLAPEST (Comité de Liaison et d'Alphabétisation pour les travailleurs de la région de l'Est) déclare : «avoir appris avec indignation les licenciements dépourvus de toute justification économique ou sociale auxquels viennent de procéder les Frères Roth. Les sanctions s'inscrivent dans une politique d'intimidation illustrée par d'innombrables brimades». Le CLAPEST exprime sa solidarité aux ouvriers de Roth, et demande avec eux la réintégration immédiate des travailleurs licenciés, et la levée de toutes les sanctions.

Manil : contrats à salaire indéterminé

Le patron de la société Eaton de Vivier-au-Court dans les Ardennes, propose des contrats qui ne le gênent guère : affectation et horaires sont précisés, mais pas le salaire : «Il sera déterminé en fin de stage, en fonction des travaux que vous aurez effectués.» Manil fabrique des pièces pour les freins de voiture. Une grève dure avait eu lieu au printemps dernier, sur les salaires et les conditions de travail.

Aciéries de Charleville : les 24 réintégrés pour combien de temps ?

A la suite d'une grève au mois de juin dernier, Collot, le patron des Aciéries de Charleville, avait refusé de reprendre vingt-quatre grévistes. Cela dans l'illégalité la plus complète. Au retour des vacances, il cède sur ce point, mais met tout le personnel au chômage un jour par semaine, «pour compenser». Avec le nouveau syndicat—maison F.O., il déclenche une «grève» : la direction aurait fait signer au personnel une lettre, dans laquelle il s'agit de défendre l'emploi. Quand on connaît la situation du chômage dans les Ardennes, c'est un moyen de pression puissant.

Collot aurait cependant accepté de reprendre les vingt-quatre, en les changeant de poste, en les déqualifiant. Les menaces pèsent toujours. Des licenciements sont prévus, «si dans deux mois les choses ne vont pas mieux.» En toute légalité, cette fois.

Furnon : le soutien des PME

Les ouvrières syndiquées de l'entreprise Furnon ont été reçues au ministère du travail et de la justice. Une table ronde devrait se tenir ce jeudi, au siège de la direction de la main d'œuvre. Il leur a été confirmé que la décision de la Cour d'Appel de Nîmes, déclarant que «les libertés syndicales n'existeraient pas si une discrimination pouvait être faite entre syndiqués et non-syndiqués» et condamnant Furnon à les réintégrer dans l'atelier où elles travaillaient avant le conflit, devait être appliquée.

Malgré toutes ces déclarations, Furnon continue ses manœuvres en toute quiétude. Il vient d'annoncer au Salon du prêt à porter qu'il serait candidat aux législatives, en axant sa campagne sur les méfaits des syndicats. Il faut dire qu'il jouit de soutiens importants parmi les patrons de PME, puisque Gingembre, leur président, recommande à ses adhérents de soutenir le «Comité de Défense de l'entreprise libre» ! aux mains de Furnon, comme le fait également la Fédération Patronale de la Métallurgie de l'Hérault.

Chaussure : feu vert pour le chômage partiel

Le ministère de l'Industrie vient d'annoncer que l'État allait porter à son maximum, sa contribution au versement des indemnités de chômage partiel, pour le second semestre de l'année. Après la fermeture de Pratic à Romans (200 ouvriers), les 250 licenciements annoncés par le groupe SAC Sacair de Cholet ces dernières semaines, c'est donc une période de chômage partiel qui s'ouvre pour les ouvriers de la chaussure.

Supemec : 4 délégués licenciés par Beullac

Beullac vient d'accorder à la direction de Supemec (Juvisy), le licenciement de quatre des neuf délégués CGT qu'elle voulait renvoyer. L'Inspection du travail avait refusé ces licenciements. Rappelons que Supemec est une filiale de la «Société Nouvelle du Saut-du-Tarn», dont le patron est M. Giraud, encore lui. Il veut licencier là-bas plus de 400 personnes !

Marins sur le pont

L'équipage du pétrolier Léda, affrété par Shell, a fait deux jours de grève. Les marins du pont, de la machinerie et de la cuisine réclament l'amélioration de leurs conditions de travail (durée des congés et des embarquements).

LUTTES OUVRIERES

Vosges : Boussac menace

1500 licenciements prévus

Boussac, après avoir fermé de nombreuses usines textiles dans les Vosges, ces dernières années, envisage de « remettre ça » dans les semaines à venir, si l'Etat capitaliste ne lui prête pas immédiatement 50 millions d'A.F. Boussac déclare être en « difficultés de trésorerie ».

Selon des sources bien informées, c'est de 1 500 à 2 200 ouvriers, répartis dans plusieurs usines des Vosges, que Boussac envisagerait de licencier. C'est le cas notamment à son usine de Vincey, près d'Épinal.

Après avoir déclaré dans un premier temps « que les rumeurs de licenciements sont sans aucun fondement », il devait déclarer, il y a quelques jours, que se faisait sentir la nécessité « d'une reconversion d'une partie du personnel vers la confection, avec mise en pré-retraite et reclassement dans de nouvelles activités du groupe ». Pour justifier les licenciements et d'au-



Vosges : en 5 ans, 10 000 emplois supprimés par Boussac

tres mesures, Boussac fait état de « la situation grave que traverse l'industrie textile ». Boussac, en fait, après avoir spolié durant des années les travailleurs vosgiens (le syndicat patronal cotonnier dont il est le président a empêché ces

dernières années toute implantation d'usine dans la région, cela lui permettant de verser des salaires maximum à 1 700 F aux travailleurs), restructure et décide d'implanter des usines dans différents pays producteurs de coton.

Les travailleurs ne l'entendent pas ainsi. « Nous étions sur le qui-vive en juillet et avons hésité à partir en vacances », déclarait, il y a quelques jours, une ouvrière de l'usine de Vincey. Cette fois, les choses se sont précisées !

La restructuration dans la sidérurgie Lorraine

LES 16 000 LICENCIEMENTS MAINTENUS

En février 77, le gouvernement avait donné un certain nombre d'objectifs à la sidérurgie lorraine. En nommant un médiateur, Paul Carnous, il entendait surveiller d'un peu plus près la façon dont est dépensé l'argent accordé par l'Etat à ce secteur vital. Cela porte sur de grosses sommes, puisque la dernière aide monte à 1,3 milliard, dont 800 à Sacilor !

La Compagnie Lorraine Industrielle et Financière (la CLIF), qui contrôle Sacilor, devra se réorganiser. Ce groupe possède des filiales qui produisent de l'acier, et d'autres qui le transforment. Au niveau de la production, les « pertes » étaient énormes. Au niveau de la transformation, la situation était meil-

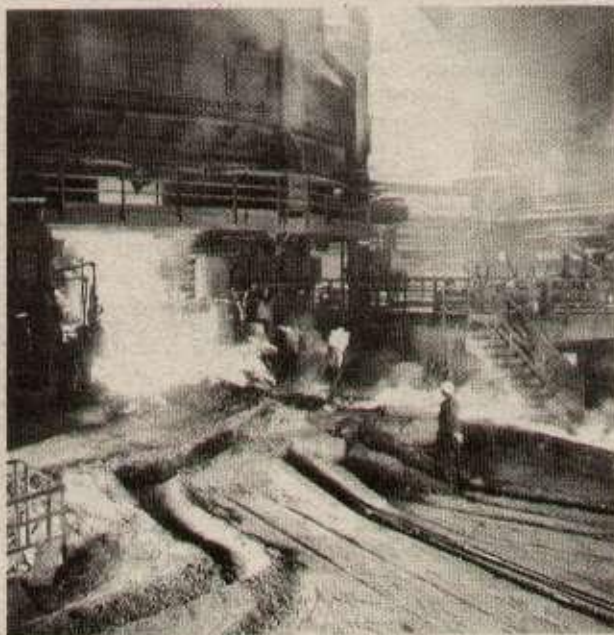
leure, ces filiales achetant à bas prix l'acier subventionné par l'Etat. Sacilor-Sollac devrait donc fusionner avec Dilling.

La CLIF va éclater en deux groupes : Sacilor, qui doit reprendre la plupart des participations de la CLIF dans la sidérurgie et la métallurgie ; les autres participations de la CLIF seront reprises par la Compagnie Générale d'Industrie et de Participation, cela dans une première étape.

L'autre groupe, DNEL (Denain - Nord - Est - Longwy), devrait prendre le même chemin.

Toutes ces mesures ne remettent pas en cause les 16 000 licenciements prévus.

Les installations que De Wendel voue à la destruction...



Carbone - Lorraine (Pagny-sur-Moselle) : licenciements en vue

25 000 demandeurs d'emplois, soit 4% de la population active.

En trois ans, le chômage a augmenté de 350%.

Entre 3 000 et 3 500 emplois sont menacés, avec les licenciements dans le textile : dans la vallée de Saint Amarin, 460 licenciés à Malmerspach. Chez Wessering-Boussac, 800

emplois menacés.

Ce qui est proposé comme industrialisation : le nucléaire. 26 000 ouvriers passent les frontières chaque jour, en grande partie des jeunes de moins de 25 ans. Ce système fonctionne comme une soupape de sécurité pour le gouvernement français, mais n'offre aucune garantie.

INFORMATIONS GENERALES

Naufrage d'un chalutier en Manche

Samedi après-midi, vers 11 h 45, un chalutier de Saint-Vast-la-Hougue (Manche) le Kerlano, a eu une voie d'eau provoquée, selon le communiqué du CROSSMA (Centre Régional Opérationnel de Secours et de Sauvetage en Manche) par « l'apparition brutale d'une grosse masse métallique d'environ deux tonnes ». L'incident s'est produit au sud-est de Wolf Rock (Cornouailles Anglaises).

Le chalutier, après l'abordage a été pris en charge et remorqué par un canot de sauvetage de Penlee, il n'a pu cependant être sauvé, et a coulé. Les quatre hommes d'équipage, recueillis par le pétrolier « Oil Explorer », ont été évacués en état de choc sur un hôpital britannique.

Au CROSSMA on hésitait à parler d'une collision avec un sous-marin, bien que pas totalement exclue cette hypothèse semblait peu probable. Les pêcheurs en général savent

reconnaître un kiosque de sous-marin. On avançait comme hypothèse la plus probable, le heurt avec un container métallique qui en faisant brusquement immersion au dessous du chalutier lui aurait causé une voie d'eau. En effet il est tout à fait possible que pris dans un courant un container remonte brusquement à la surface de l'eau.

Il semble cependant établi que le Kerlano ait été abordé par un sous-marin qui a disparu après la collision. L'Amirauté britannique précise qu'il s'agit d'un sous-marin privé de huit cent tonnes acheté aux surplus de la Royal Navy et qui servirait à faire du trafic d'armes pour le compte de la compagnie grecque « Arrow Line ». Le cargo « Tatrina » abandonné en feu par son équipage au large de Cherbourg le 18 février dernier appartenait également à cette compagnie, il transportait des pièces de rechange pour chars et des munitions.

L'étau se resserre autour de Pierre Conty

Caché dans les environs de Rochebesse, Pierre Conty assassin présumé d'un paysan et de son fils à la suite d'un hold-up dans une banque a failli deux fois en quelques heures être arrêté. Les policiers qui le traquent dans la région de Rochebesse ont découvert deux caches où il venait de passer.

La police a découvert dans la communauté agricole de Conty des rouleaux de pièces provenant du hold-up et un pistolet-mitrailleur.

Amendes pour avoir renversé des grévistes

Une automobiliste, Ginette Lacreuz, 46 ans avait le 27 octobre 1976 forcé avec sa voiture un barrage de grévistes devant les établissements Cantois de Saint-Dié (Vosges), deux des grévistes avaient été blessés. Le tribunal de St-Dié l'a condamnée à 1 200 F d'amende, 1 500 francs de provision pour frais et 1 000 F de dommages et intérêts. Il en coûte souvent plus cher pour injures à agents.

Alsace : quelques chiffres

Le personnel de plus de 58 ans est licencié avec ce qu'il est convenu d'appeler « une garantie de ressources » jusqu'à 60 ans. 13 ouvriers seront en « sur effectif » au 1^{er} janvier, il n'est pas sûr qu'ils resteront dans l'usine. La direction table sur toute une série de départs « volontaires », qu'elle encourage depuis des mois en laissant planer des menaces de licenciements.

VSD échappe à la saisie

VSD, le nouvel hebdomadaire lancé par Siéglé a échappé à la saisie demandée contre son numéro 1 par le sculpteur Olivier Brice. VSD avait publié une photo montrant une de ses collaboratrices assise dans le trône monumental réalisé par le sculpteur pour le sacre de Bokassa.

Expulsion de Walter Folie

Walter Folie, le jeune Italien inculpé du meurtre des époux Broderick dans le Var, puis mis hors de cause par un double témoignage a été, à sa sortie de la prison de Nice, conduit à la frontière italienne en application d'une mesure d'expulsion.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, Compte n° 77718
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

INFORMATIONS GENERALES

Conférence de Nairobi sur la désertification

LE TIERS MONDE VEUT CONTRÔLER LA LUTTE CONTRE LE DÉSERT

● A Nairobi, la conférence des Nations Unies sur la désertification s'est terminée sur un constat de désaccord entre pays impérialistes et pays du Tiers Monde. Les premiers voulant maintenir l'ancienne politique de lutte contre la désertification, alors que les pays du Tiers Monde exigeaient de contrôler eux-mêmes les actions menées sur leurs territoires.

Le phénomène de désertification n'est pas immuable, il évolue sous l'effet du climat et de l'activité humaine. Certains espaces désertiques ont été améliorés alors que des zones de culture ou de pâturage sont devenues désertiques. Ce second phénomène d'extension des déserts l'emporte très nettement sur le premier.

QUAND LE SAHARA ÉTAIT VERT...

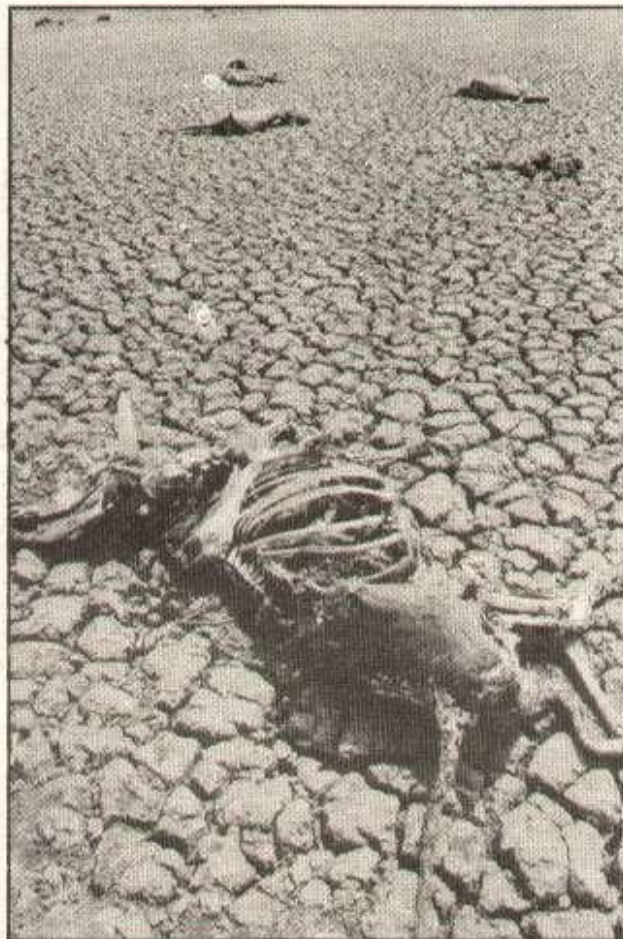
Ainsi, le Sahara qui fut à l'époque préhistorique une zone bien arrosée, couverte de forêts et habitée, est devenue progressivement désertique. Actuellement, comme d'autres déserts, il continue de s'étendre au détriment de la savane et des zones de pâturage. Le déboisement intempestif, le surpâturage, en particulier par les ovins et les caprins, la mise en culture extensive de certaines régions... sont à l'origine de cette avancée des déserts. Aujourd'hui, cette pro-

gression des déserts, du fait d'une activité humaine méconnaissant les lois et les équilibres naturels, devient inquiétante. La conférence de Nairobi s'est penchée sur cette grave question, cherchant les moyens à mettre en œuvre pour contenir la désertification et reconquérir des terres de culture ou de pâturage.

Dans ce domaine, l'expérience chinoise est précieuse. Grâce à la mobilisation populaire, une action de masse a été entreprise pour planter des rideaux d'arbres et fixer des dunes et les reboiser. Cette action a permis de faire reculer le désert, au contraire de ce qui se passe dans les autres pays du monde.

QUI DOIT CONTRÔLER LA LUTTE CONTRE LA DÉSERTIFICATION

Jusqu'à maintenant, les fonds versés par les pays impérialistes pour lutter contre la désertification



demeuraient sous leur contrôle et c'est eux qui décidaient de leur utilisation. Les pays du Tiers Monde ont exigé à Nairobi la création d'un fonds spécial de l'ONU, contrôlé par un organisme international spécial permanent, afin de retirer aux pays impérialistes le contrôle des actions entreprises. En réaction, la Grande Bretagne et les USA ont décidé de ne pas verser de contributions à ce fonds spécial et de continuer, comme par le passé, à verser directement aux organismes traditionnels, leurs aides. Une telle attitude est significative de la politique des pays impérialistes pour lesquels l'aide aux pays du Tiers Monde n'est accordée que si elle leur permet de renforcer leur contrôle et leur mainmise sur les richesses de ces pays.

LA SÉCHERESSE AU SAHEL

Peu touchés par la

désertification, à l'exception des USA, les pays impérialistes ont une responsabilité considérable dans l'extension du désert, en particulier au Sahel. Les sécheresses répétées de ces dernières années dans cette région d'Afrique, sont une conséquence du pillage impérialiste : substitution des cultures industrielles comme le coton aux cultures vivrières, déboisement accéléré pour l'exploitation des essences exotiques... Les « aides » qu'ils ont fournies ont été utilisées par eux comme moyens de pression politique et de pénétration ou d'aggravation de la dette extérieure des pays « aidés ».

A Nairobi, cette politique a subi un échec. Les pays du Tiers Monde ont une nouvelle fois marqué leur volonté de mettre fin au pillage de l'impérialisme et d'assurer souverainement leur développement.

Démission du sous-directeur de France-musique

Louis Dandrel, responsable de France-musique a présenté sa démission à Jacqueline Baudrier présidente de Radio-France qui l'a bien sûr acceptée. Soumis à de multiples pressions par le directeur des services musicaux de Radio-France, son supérieur hiérarchique Louis Drandel a été contraint à démissionner.

Il lui était reproché de consacrer trop de place aux musiques non classiques et aux expériences musicales contemporaines ainsi qu'à la chanson. Cette démission va inévitablement entraîner le démantèlement de l'équipe de Dandrel et des programmes plus conformes à la tradition et à l'orientation politique de la direction de Radio-France.

Manifestation contre une centrale nucléaire en Suède

Plus de 10 000 manifestations suédois, danois, norvégiens et finlandais ont manifesté samedi contre la centrale de Barsebaeck en Suède qui est en cours d'extension. Malgré la pluie et le vent les manifestants ont fait une marche de vingt kilomètres pour se regrouper autour du site.

Barsebaeck est situé sur la côte sud de la Suède, mais la ville la plus proche est Copenhague, la capitale du Danemark.

La prochaine grande manifestation européenne contre les programmes nucléaires aura lieu en Allemagne fédérale à Kaklar contre le projet de surrégénérateur.

Communiqué

Le Comité Larzac-Paris invite toutes les personnes qui ont participé aux deux camps de **préparation du rassemblement** des 13 et 14 août, à une réunion pour discuter ensemble de cette préparation le :

mercredi 14 septembre 1977 à 20 h
14 rue Nanteuil, 75 015 Paris

Une autre réunion aura lieu début octobre pour tirer le bilan du rassemblement et étudier les perspectives pour l'année qui vient.

Comité Larzac-Paris
12 rue Censier 75 005 Paris

Les marins pêcheurs bloquent le port du Havre.



Pollution marine PROPOS MENSONGERS DE D'ORNANO

D'Ornano, ministre de la Culture et de l'Environnement, a mal pris la visite au Havre d'une délégation de six Japonais, dont deux victimes de Minamata, à l'appel du groupe Poséidon qui lutte contre la pollution marine. Cette visite visait à attirer l'attention sur les dangers des rejets de mercure dans la mer : au Japon, le mercure a fait plus d'un millier de victimes. Or, du mercure continue d'être rejeté en baie de Seine, ainsi que du bioxyde de titane (boues rouges) et du phosphogypse (boues jaunes). D'Ornano qui n'a pas encore abordé cette question depuis qu'il est ministre de l'environnement, est intervenu pour minimiser les risques de pollution, affirmant que « des accidents analogues ne peuvent se produire en baie de Seine ou ailleurs, sur tout le littoral français ».

On aimerait bien croire M. D'Ornano, mais malgré ses assurances selon lesquelles la teneur en mercure des mers fait l'objet d'une surveillance périodique et la pollution des coquillages est négligeable, force est de constater qu'au contraire la pollution s'aggrave. En baie de Seine, on trouve jusqu'à 11,5 microgrammes de mercure par litre d'eau. Quant aux quantités de poissons et de crustacés pêchés, elles ont diminué de plus de moitié.

manifeste

pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste

Passez vos commandes 8 F + 2 F de port

POLITIQUE

Chirac et les maires RPR :
les grandes décisions

Trois mille cinq cents maires RPR se sont réunis samedi en congrès autour de Chirac, qui entendait faire ainsi la démonstration de ce qu'il entend par «une véritable démocratie du quotidien». Chirac avait emprunté le ton du tribun, pour dénoncer, sans jamais prononcer son nom, Giscard. «L'évocation des querelles présentes, a-t-il dit, conduit souvent à déplorer que la France soit divisée en deux camps hostiles. Je ne conclurai pas de cette manière». C'est donc une déclaration de guerre ouverte à la «gauche» et à la politique de Giscard qui cherche des accommodements. Et Chirac cite ses modèles : «On ne conçoit pas un Mirabeau joli cœur, un Danton anémique, un Robespierre mou, ni un St Just tiède... Poincaré ou Jaurès, Mendès-France ou Charles de Gaulle, il n'est personne qui ait inscrit dans notre histoire un rapport mémorable sans avoir sévèrement lutté et sans avoir été attaqué en retour. Il est vain de rêver à une conciliation générale qui ne serait qu'un point mort de la politique».

Chirac reprend la vieille rengaine de la «démocratie» et de l'«honnêteté» dont son parti serait, à l'en croire, le meilleur garant : «La pire offense des élites envers la démocratie, c'est de croire le peuple incapable d'entendre l'âpre langage de la vérité... Mais, à l'inverse, le meilleur remède à toutes les démagogues... c'est une nouvelle offensive de la démocratie avec la force entière de ses principes premiers». Première matérialisation de cette offensive les élus RPR se sont vus invités à revendiquer «des moyens financiers» ainsi que des «pouvoirs nouveaux». L'heure était aux grandes décisions.

La Corse et l'union
de la gauche :
des questions
embarrassantes

Le Bureau Politique de l'Union du Peuple Corse a envoyé aux trois «leaders» de la gauche, G. Marchais, Mitterrand, Robert Fabre le texte suivant :

«L'union de la gauche espère sortir victorieuse des prochaines élections législatives. Elle espère donc être, demain en France, le pouvoir c'est-à-dire dans l'esprit actuel des institutions, l'État. Notre souci fondamental de l'avenir du peuple corse nous conduit devant cette éventualité à vous poser ainsi les questions suivantes, destinées à éclairer l'opinion corse sur vos intentions :

Pensez-vous adopter ensemble pour la Corse un projet unique et cohérent en vue de sauver notre peuple de la disparition qui le menace ?

Si oui, comptez-vous inscrire ce projet au cours de votre réunion du 14 septembre dans le programme commun réactualisé et dans ce cas, selon quel calendrier ; concevez-vous sa présentation à la prochaine assemblée nationale, si vous y êtes majoritaire et sa mise en application ?».

L'Union du Peuple Corse avait déjà, dans le passé, demandé quels étaient leurs projets pour la Corse aux partenaires de l'Union de la gauche. Révisionnistes et Radicaux, qui n'en avaient pas, n'avaient pas répondu. Les socialistes avaient bricolé à la hâte un projet de «régionalisation» qui ne satisfait personne. Mais trois sièges de députés valent bien un effort...

Sondage et Primaires

Encore un sondage. Réalisé cette fois pour l'hebdomadaire *Le Point*. Il en ressort que si la «majorité» organise, lors des prochaines élections législatives, des primaires dans toutes les circonscriptions, elle devrait obtenir 236 sièges de députés (134 RPR, 49 PR, 49 Centristes, 4 divers droite) et l'Union de la gauche 237 (156 PS, 81 PCF). En revanche, dans le cas d'une candidature unique de la «majorité», celle-ci n'obtiendrait plus que 168 sièges, contre 295 à l'union de la gauche. Le report des voix au deuxième tour donne 80 à 85 % des voix PC en faveur du candidat socialiste, mais seulement 60 à 65 % des voix socialistes en faveur d'un candidat PCF. La discipline serait plus forte dans la «majorité», de l'ordre de 70 à 90 %. C'est-à-dire que dans le cas de «primaires généralisées, gauche et droite auraient des chances similaires de gagner les élections.

Marchais à la fête de l'Humanité

IL AVAIT BIEN DES CHOSES
À CACHER

Devant ses troupes, Marchais a prononcé son ultime discours avant que ne débute le «sommet» de mercredi. Il en a profité pour reprendre ce qui constitue l'essentiel des divergences entre PCF et PS, il en a profité aussi pour reprendre les thèmes habituels, faits de démagogie et d'imprécision. Après un salut assez surprenant aux «camarades étrangers» présents à la fête, comme pour se donner déjà une stature internationale, après la facilité de la critique du gouvernement Giscard-Barre, après les inepties sur l'absence de division réelle entre les partis de droite, Marchais en est venu à ce que tout le monde attendait, ses militants en premier peut être, la renégociation du programme commun : «Voilà la grande question qui est à l'ordre du jour de nos efforts depuis plusieurs mois». Pour Marchais, «le programme de 72 était un bon programme», et la négociation a pour but «d'enrichir son

contenu afin de lui garder pour 78 toute la valeur transformatrice qu'il avait en 72». On en restera là sur la comparaison : Marchais évite d'aborder devant ses militants les raisons qui lui font préférer la négociation de 72 à celle d'aujourd'hui. C'est qu'à l'époque le rapport de forces était bien différent, en faveur du PCF, au contraire d'aujourd'hui. Et cette suprématie du parti de Mitterrand sur la gauche, le PCF y a plus que largement contribué avec sa politique d'union de la gauche : mieux valait donc éviter la question. La poursuite du discours montre comment Marchais sait manier la démagogie : «Je vous le demande, à vous les travailleurs : sur quoi voulez-vous, vous, les travailleurs que nous nous mettions d'accord avec le PS» et d'énumérer une série de questions du genre «préférez-vous le SMIC à 2 200 F ou 2 400 F ? Préférez-vous la retraite à 60 ans tout de suite ou dans un avenir indéterminé ?

Voulez-vous un impôt sur le capital ou des mesures symboliques ?», etc... La réponse était assurée.

Là où le bât blesse, c'est sur les garanties avancées par le PCF là-dessus : pas un mot. Il est facile de promettre la lune, il est facile de faire de la démagogie, et Marchais s'y entend. Mais l'inévitable concurrence internationale inhérente au système capitaliste, mais l'environnement international ? Pas un mot de tout cela, il faut croire sur parole. La parole du PCF, on la connaît que trop ! La garantie, on pourrait la trouver dans le pouvoir des travailleurs, et les militants de base du PCF montraient dans les discussions leurs illusions là-dessus : ils n'avaient pas dû écouter cette petite phrase sur la gestion démocratique : «Préférez-vous des entreprises nationales gérées démocratiquement avec les travailleurs», etc... Avec les travailleurs, et surtout pas par les travailleurs ! Et qui seront donc ces gens avec

qui les travailleurs auront le droit de discuter de la gestion de certaines entreprises ? Marchais est resté silencieux là-dessus. Il aurait pu parler des cadres et de cette nouvelle bourgeoisie déguisée en travailleurs et qui aspire à prendre le pouvoir.

Autre jeu facile et démagogique : Marchais appelle les travailleurs à refuser un socialisme à la Callaghan en Angleterre ou à la Soares au Portugal. Certes mais les travailleurs refusent le socialisme à la Husak ou à la Gierak qu'à vanté et salué Marchais.

En somme, Marchais a dénoncé le «flou des positions du PS dans des domaines essentiels». Mais effectivement, dans les domaines essentiels du socialisme que sont le pouvoir réel des travailleurs, la démocratie ou la liberté, Marchais est resté plus que flou. Il est vrai qu'il avait bien des choses à cacher aux travailleurs.

«Fête» de l'Humanité

UNE CONCEPTION BOURGEOISE
DE LA FÊTE ET DE LA POLITIQUE

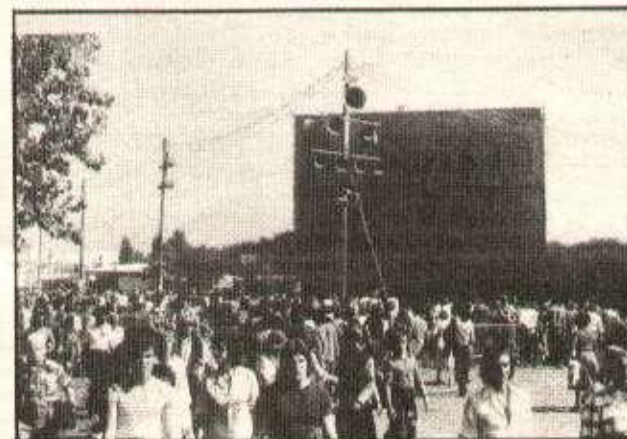
Cette année, le PCF avait donc innové : le large parc de la Courneuve se trouvait assimilé au territoire français, ou plutôt à l'image que s'en fait ce parti.

Le découpage en 6 régions, n'ayant pas de rapports effectifs avec les aspirations régionales montrées par des luttes ces dernières années, donnent une idée de la manière dont il prend en compte les aspirations régionalistes. Nous déambulons donc dans les avenues du Rhône, du Rhin ou autre boulevard circulaire.

Notre premier souci sera d'entrer dans les divers stands qui bordent les rues : le premier, c'est un bar où quelques personnes sont attablées. Le second, encore un bar. Même chose pour le troisième ! Pourtant, à chaque fois, une banderole annonçait, là une fédération, ici une section d'entreprise. Nous continuons, pensant trouver quelques stands politiques où ça discute ; nous ne trouverons rien de cela ! Pourtant, chaque fédération est représentée, les sections d'entreprise également : leur unique activité sera le commerce, excessivement cher d'ailleurs, de pseudos «spécialités régionales». Seul un coin de stand est réservé aux adhésions. Le peu de discussions que nous arrivons à avoir portent sur les

bénéfices de la journée, dont la moitié revient à l'Humanité, et l'autre est conservée par les organisateurs du stand. Nous nous portons alors vers les boîtes en lutte, pensant y trouver des forums ou des débats : là encore, les travailleurs en lutte ont été obligés de se transformer en cafetiers ou en restaurateurs ! Mais ici, les dis-

commerce faisait loi ! Deux tours complets ne nous permirent pas de découvrir un stand qui ne soit pas le «café du commerce» ou l'épicerie spécialisée ou encore le restaurant libre-service. De temps à autre, un manège forain vient rompre la monotonie des alignements de ces stands-bouffe.



Pas un mot sur la liberté, des omissions dans la vérité.

cussions sont ouvertes. C'est, par exemple, un délégué CGT qui, parlant du socialisme auquel il aspirait, déclarait : «Aucun parti ne propose cela !». C'est ainsi qu'il expliquait son adhésion au PCF, comme un moindre mal ! Plus loin, les «Schlumpfs» et une exposition de photos sur la collection de voitures, et également les «Lip» avec la présence de Piaget. Mais là encore, le

Nous nous dirigeons alors vers la «cité commerciale» : c'est la foire de Paris en plus petit (à peine). On y trouve de tout : du mobilier à la montre soviétique en passant par les voitures de luxe. Nous ne nous attardons pas car l'heure des forums sur l'«actualité» est arrivée : dans chaque «région», un forum se tient sur ce thème sous la direction d'un membre du

bureau politique. C'est bien sûr la polémique avec le PS qui est au centre de ces forums. On y apprend rien de nouveau, rien qui ne s'écarte des chemins bien battus depuis des semaines maintenant. Mais les interrogations des travailleurs, si elles sont présentes, ne donnent lieu qu'à des réponses générales. Le discours est démagogique, ne faisant appel qu'aux réactions épidermiques. Rien sur le projet à terme si ce n'est des boutades méprisantes : un vétéran du PCF, comme il le disait lui-même, demanda à Fiterman ce que comptait faire le PCF dans le domaine social, affirmant : «la lutte de classe se poursuivra après les élections» ! Fiterman rigola en déclarant : «Oui, c'est comme la terre qui continue de tourner», et se contenta de dire que des revendications étaient inscrites dans le programme commun...

«Fête» bien terne que celle-là ! Seuls ceux qui étaient là pour quelques «vedettes», et c'est la très grande majorité, auront pu ne pas trop s'ennuyer ; mais une question reste sans réponse, qu'ont bien pu faire ceux qui, soit avaient un modeste budget, soit n'avaient pas fait !

Olivier LUSSAC

POLITIQUE

En marge de la renégociation, 5 ans de programme commun

LA QUERELLE DE 75 : UN RÉAJUSTEMENT TACTIQUE 2.

La satisfaction affichée par les signataires du programme commun de 72 n'était pas feinte, nous l'avons vu dans notre précédent numéro : chacun des deux partis de gauche y avait intérêt. Ils virent alors une confirmation de leur politique dans le ralliement des radicaux de gauche, puis dans les résultats, en nette progression, aux législatives de 73.

Il faut pourtant signaler, dès 73, un élément nouveau : la progression électorale est différenciée : le PCF maintient, ou améliore légèrement ses scores, le PS fait une progression spectaculaire. Cette évolution du rapport de force, jointe à la « personnalité » propre du candidat, va faire désigner Mitterrand comme candidat unique de la gauche aux élections présidentielles de 74. Si bon gré mal gré les cellules du PCF vont se mobiliser dans le collage des affiches d'un Mitterrand dont les références au programme sont, (déjà) floues, on peut noter dès cette époque un flottement : dans certaines villes, les cellules du PCF profiteront de la venue de Marchais pour un meeting pour couvrir les murs d'affiches... de Marchais, qui n'est pas candidat !

On sait les résultats finaux : la victoire d'extrême justesse de Giscard, l'espoir des travailleurs et finalement leur grande déception devant l'échec de la gauche. Déceptions et désillusions d'autant plus grandes que le nouvel objectif fixé aux masses par la gauche unie est celui... des municipales de 77, et mieux encore, des législatives de 78. Du côté des états majors, revenons-y, cet échec bouleverse quelque peu les plans : le programme commun de 72, élaboré en hâte, va nécessairement devoir être révisé : la hausse des matières premières est passée par là, ainsi que la mise en œuvre par Giscard d'un certain nombre de réformes dont la gauche faisait son cheval de bataille : le droit de vote à 18 ans, la libéralisation de l'avortement, etc... Un autre événement de politique internationale va venir interférer sur la situation politique française : le renversement du fascisme au Portugal, l'expérience d'union de la gauche là-bas, et finalement la tentative puschiste du PC portugais, pourtant, ce qui va mettre le feu aux

poudres, c'est, une fois de plus, le résultat de deux élections législatives partielles, les 29 septembre et 6 octobre 74. Les résultats sont nets : la poussée socialiste s'amplifie, le PCF stagne. La conclusion est logique, et tout le monde la tire : l'union de la gauche profite au parti de Mitterrand.

On peut dater depuis ce moment là le début de la première grande querelle entre PC et PS, une querelle qui sera en quelque sorte officialisée par la tenue du 21^e congrès du PCF, congrès « extraordinaire » tenu du 24 au 27 octobre 74.

propagande sur l'union du peuple de France, en misant tout sur la tactique électorale, en niant la possibilité du socialisme comme l'avait fait Marchais en repoussant cet objectif à une date très lointaine, il tendait à apparaître comme un parti social démocrate de type classique, décevant largement les travailleurs qui aspirent au socialisme, à la révolution.

Le XXI^e congrès a tenté de limiter cette érosion : pendant qu'un effort d'envergure était engagé pour définir un projet politique propre, le PCF soignait son

s'en sont donnés à cœur joie pour critiquer « l'allié social ». Il suffit de voir les multiples déclarations de l'époque pour s'apercevoir que la querelle ne portait pas principalement sur le volume des nationalisations, ou sur la défense nationale (ils se chamaillaient alors parce que le PCF voulait détruire la force de frappe, au contraire du PS !).

Les vrais cibles de l'époque, c'était le passé de Mitterrand, la gestion des municipalités socialistes (celle de Defferre en particulier) ou l'absence des condamnations du PS envers les réformes de Giscard.

Et quand donc s'est terminée cette première querelle des partis de gauche ? aux environs d'octobre 75, quand il a fallu envisager la préparation concrète des élections municipales. Preuve il en est des limites dans lesquelles évoluent la politique des révisionnistes : il est vital pour eux de critiquer le PS, comme il est vital pour eux de s'allier avec ce même PS en vue des élections. Situer loin de toute échéance électorale, la querelle de 75 avait donc principalement pour but d'affirmer le caractère propre du parti de Marchais, pour essayer de stopper la progression électorale du PS.

La question n'est pas principalement là aujourd'hui : ce dont il s'agit, c'est bien de savoir quels seront les avantages dont pourra disposer le PCF une fois au pouvoir avec ses partenaires. Tant il est vrai que le but de Marchais et consorts n'est pas simplement de tromper les masses, mais surtout de pouvoir s'en servir dans un but précis : celui de l'instauration d'un capitalisme d'état.

La question est plus complexe aujourd'hui. Le renouveau précipité de la querelle depuis 4 mois et le pillage tout azimut des dirigeants du PCF n'a pas tout à fait fait les mêmes motivations qu'en 75. Nous y reviendrons demain.

(à suivre)
N. D.

Une question se pose immédiatement : la querelle de fin 74-début 75 n'est-elle pas du même acabit que celle d'aujourd'hui, ne correspond-elle pas à une colère « cyclique » du PCF ? C'était en tout cas l'explication de Mitterrand au mois d'août de cette année, avant que n'éclate avec clarté la présence de deux projets politiques contradictoires.

En fait, au delà des similitudes dans la violence des attaques mutuelles, la querelle était d'un caractère différent. Il s'agit alors pour le PCF d'essayer de sortir d'une contradiction majeure dans laquelle sa ligne politique l'avait fourvoyé : en multipliant les gages à la bourgeoisie,

verbiage révolutionnaire : on entendait Marchais parler de révolution (!), un entendait Seguy sortir ses petites phrases sur les « chemins non parlementaires du pouvoir », et surtout on entendait réaffirmer la volonté pour le PCF d'être « du côté des travailleurs », « de ne pas gérer la crise », etc... Quel meilleur moyen avait le PCF de donner quelque crédibilité à ces mots que de brûler ce qu'il avait adoré : c'est lors de cette querelle de 75 que sont ressorties les attaques sur le passé, condamnable évidemment mais pourquoi le redécouvrir maintenant précisément de Mitterrand et de la SFIO. Balloté entre ses fluctuations politiques, les militants de base du PCF

abonnez-vous



LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCFmi ☐
- Pèkin Information ☐
- La Chine en Construction ☐
- Réception du Manifeste pour le Socialisme ☐

et à un livre ou un disque au choix

- Le tome V de Mao Tsé Toung, dès sa parution en France ☐

Ou parmi les livres :

- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste (Paul Lejeune) ☐
- La Commune en bandes dessinées ☐
- Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed) ☐
- Me plume au service du prolétariat (Haoran) ☐
- Les enfants de Xisha (Haoran) ☐
- Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFTD, CGT, FEN) ☐
- La Commune de Paris (Lissagaray) ☐
- La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc) ☐

Parmi les disques :

- Ken Bale au poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons ☐
- Vive la Vida, Carlos Andreou ☐
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balatine ☐
- Radio Renaissance, chants interprétés par le UAC ☐
- Au choix, disques chiliens : Checca ☐
- Chile ☐ Resistencia ☐
- Naussac ☐
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants ☐
- Ki Du (Gilles Servat) ☐
- Ça branle dans le manche (François Tusques) ☐
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat) ☐
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques) ☐

sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes (liste sur demande)
- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCFmi

NOM (en capitales)
Prénom
Adresse
Ville Date :

Abonnement normal 350 F ☐
Abonnement de soutien 600 F ☐
... F ☐

Méthode de versement : - en une fois ☐ - en trois fois ☐

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez suivant le pointillé et renvoyez au Quotidien du Peuple.

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte « abonné-ami », qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

Le rapport de Peyrefitte sur la violence

● Créé par Giscard d'Estaing en avril 1976, le «Comité d'études sur la violence, la délinquance, la criminalité», présidé par Peyrefitte, actuel ministre de la Justice, a remis son rapport au mois de juillet dernier. Délai relativement court qui montre l'importance attachée à cette étude. Giscard lui-même a déclaré qu'il constitue «une recherche globale et sans précédent destinée à répondre à la préoccupation des Français».

La montée de la violence, le sentiment d'insécurité sont, selon Giscard, «la» préoccupation des Français. Agiter ce thème est devenu une véritable méthode de gouvernement.

En pleine crise politique, on tente d'unir toutes les classes sociales contre «un ennemi commun»: le délinquant, le violent.

En son temps, Poniowski s'est fait une réputation dans l'utilisation de la méthode, lui qui se voulait «ministre de la sécurité des français». Mais ses tentatives pour faire passer des lois portant gravement atteinte aux libertés n'ont pas connu le succès escompté. Lui-même et son collègue Lecanuet ont, depuis, quitté le gouvernement.

Il est intéressant de voir comment, à travers le rapport Peyrefitte, se formule aujourd'hui le concept giscardien de la «sécurité» comme tentative d'instaurer un consensus social. On s'interrogera aussi sur la nature du constat qu'il établit et des recommandations qu'il formule.



«UN CERTAIN MALAISE»!

Par Claude ANCHER

Quand la police juge ses propres statistiques...

Les chiffres tiennent une place importante dans le rapport Peyrefitte. Ils sont la caution nécessaire d'une étude qui souligne d'emblée «la soudaine montée de la violence en France: deux fois plus de crimes et délits en 1976 qu'en 1967».

Plusieurs observations s'imposent.

Le rapport indique lui-même que le taux d'accroissement de la criminalité globale a atteint son maximum en 1971 (13%), pour revenir ensuite à un niveau modéré (5% par an). Or, les grandes campagnes sur le thème de «l'insécurité» ont été déclenchées par Poniowski en 1975 et 1976. De plus, les statistiques mêmes de la police annoncent une baisse du taux entre 1975 et 1976...

Ehfin, il est intéressant de savoir ce que la police pense de ses propres statistiques. Le texte ci-dessous, datant de 1975, en donne une idée. Il s'agit d'extraits d'une note adressée par le directeur général de la Police Nationale, Louis Verger, à ses services: il y signale que les erreurs commises dans les statistiques situent la criminalité à des niveaux «hors de proportion avec la réalité».

(...)

«C'est ainsi que 11 prises d'otages ont été recensées pour une ville dans laquelle il ne s'en est produit aucune.

«C'est ainsi également que 44 vols à main armée ont été dénombrés dans un département où il ne s'en est produit que 33.

«Dans un autre cas, faute vraisemblablement de vérification sérieuse, les coups et blessures suivis d'incapacité ont été comptés dans la rubrique des coups et blessures ayant entraîné la mort. Dans le même ordre d'idées, les dégradations et les destructions figurent par erreurs dans une circonscription à la rubrique des attentats par explosifs» (...)

NOTE PUBLIÉE PAR LE SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE DANS JUSTICE 76 N° 48

Un constat de crise: La violence «ordinaire»

D'emblée, le rapport affirme ses ambitions. Les hold-up, les meurtres, les cambriolages, toute ce que l'on nomme la violence criminelle, ne seront pas son seul objet d'étude.

A côté de cette violence existe «la violence ordinaire» faite, dit le rapport, d'une agressivité qui tend à se généraliser. Cette volonté de considérer la violence comme un problème global de société a pour conséquence d'entraîner les auteurs du rapport dans une critique des conditions de vie imposées par la société capitaliste: le déracinement, l'entassement dans des villes où la vie de quartier disparaît, dans des logements bruyants que l'on a envie de fuir, la fatigue des transports, l'échec scolaire...

Plus largement encore, c'est l'aveu même de la profonde crise idéologique et politique. Le rapport doit reconnaître que les institutions traditionnelles de la démocratie bourgeoise (parlement, collectivités locales) sont délaissées, tandis que parallèlement montent les aspirations à une véritable égalité et à une prise en mains par le peuple de ses propres affaires. Les «régles» et les valeurs traditionnelles, c'est-à-dire les valeurs de la classe dominante sont rejetées: le consensus social a disparu.

Les solutions du «mal français»

Bien entendu, ce cons-

tat est présenté de manière à laisser percer l'espoir de solutions dans le cadre du pouvoir bourgeois. On chercherait en vain dans le rapport une quelconque allusion aux rapports de classe qui sont la clé du constat dressé. Sauf dans des circonstances précises que nous verrons plus loin, il n'est pas question de travailleurs, on ne parle que des «muets» ou des «perdus». Sans changer les structures sociales, il serait possible de remédier aux «frustrations», aux «grippages», aux «blocages» qui conduisent au recours à la violence. On voit là pointer les idées développées par Peyrefitte dans *Le Mal Français*: restaurer la dialogue, débloquent la société en la «débureaucratisant», encourager la vie associative...

Les 104 recommandations s'inspirent largement de ces thèmes. Leur précision même rend plus saisissante encore l'inconsistance des «réponses à la violence», les vœux pieux: industrialiser les régions défavorisées (dans une France de 1,5 million de chômeurs), satisfaire les besoins de la famille, côtoient les tentatives évidentes de récupération: encourager les associations de quartier et les réalisations spontanées des jeunes, mais à condition d'être contrôlées par le pouvoir, par la même occasion. Sans compter les promesses faciles, comme «réprimer les abus»: depuis qu'il en est question, on se demande comment ils existent en-

Les recommandations

Parmi les 104 recommandations du rapport:

- **Urbanisation**: Ne pas construire des villes de plus de 200 000 habitants, développer les espaces verts, réduire la taille des immeubles, favoriser les maisons individuelles, encourager la vie de quartier.
- **Déculturation**: Réduire les déracinements par la création, dans les régions défavorisées d'usines créatrices d'emplois nouveaux.
- **Positions dominantes et abus**: Réprimer les abus, s'activer l'arbitraire administratif, simplifier la réglementation.
- **Délinquance astucieuse**: Réprimer les «hommes de paille» (prête-nom), aggraver les peines encourues.
- **Protection de la famille**: «Satisfaire les besoins de la famille et de chacun de ses membres dans leur rapport avec la société».
- **Mass-media**: Créer un comité consultatif de programmation des émissions de télévision.
- **Alcoolisme**: Dépistage, information. Application stricte des règles de publicité.
- **Protection de la jeunesse**: Encourager les réalisations spontanées de groupes de jeunes «dès lors qu'elles sont suffisamment réfléchies et réalistes», en autorisant les dérogations exceptionnelles à l'obligation scolaire.
- **Police**: Renforcer les effectifs, développer l'ilotage, améliorer les relations entre la police et les citoyens.
- **Institutions judiciaires**: Informer sur leur fonctionnement, revoir les règles du secret de l'instruction.
- **Coopération internationale**: Ratifier la convention européenne pour la répression du terrorisme.
- **Système pénal**: Moduler les peines d'amende selon la fortune du délinquant et le produit de l'infraction.
- **Application des peines**: Autoriser un droit de regard du Procureur de la République sur le régime des permissions des détenus.
- **Peine de mort**: Suppression recommandée et remplacement par une peine de longue durée non révisable.
- **Recommandation générale**: Créer un organisme national de prévention «pour coordonner, animer et rendre plus efficaces les efforts des différentes institutions de prévention».

Le changement dans la continuité

Par l'analyse des racines de la violence et par les solutions «nouvelles» qu'elle appelle, le rapport Peyrefitte vise incontestablement plus haut que les discours hystériques d'un Poniowski ou d'un Lecanuet.

Peyrefitte n'en intègre pas moins une bonne partie de l'héritage laissé par ses prédécesseurs. Mêmes revendications sur la police: développer les effectifs, généraliser l'ilotage, exiger la signature rapide de la convention européenne contre le terrorisme qui met fin au droit d'asile. Même démagogie qui consiste à affirmer que les réductions de peines accordées aux prisonniers accroissent le sentiment d'insécurité. Et, sous couvert de nécessaire coordination, volonté de contrôler étroitement les organismes dits de «prévention»: une «prévention» qui pourrait ainsi se transformer en une «surveillance» efficace.

Ce renforcement de l'appareil policier est justifié, selon le rapport, notamment par le développement de la criminalité. Et là, on retrouve l'amaigrissement traditionnel opéré entre la petite délinquance qui peut naître du chômage, des conditions d'existence imposées aux masses, et la grande criminalité, le gangstérisme perpétré par des éléments que la bourgeoisie nourrit de son idéologie et que, souvent, elle couvre. Il est significatif à cet égard que les deux cents pages d'un

rapport général sur «la violence» ne mentionne pas une seule fois l'existence du «milieu», ce qui permet à bon compte le silence sur les rapports que celui-ci entretient avec le système capitaliste.

Enfin, le thème de la violence ordinaire permet de renouveler une idée chère à Poniowski: l'assimilation de la criminalité avec les luttes syndicales et politiques. Occupations d'usines, séquestrations, manifestations paysannes deviennent dans le rapport quelques uns des signes d'une violence coupable «même si on peut l'expliquer». Alors que l'on ne trouve pas trace dans le rapport des crimes du capital, comme l'assassinat de Reims, ou des exactions de la police contre les travailleurs.

Un certain malaise

Au terme de leur rapport, les auteurs reconnaissent éprouver un «certain malaise», on les comprend. Ils ont voulu aller plus loin que les simplifications d'un Poniowski ou d'un Lecanuet et pour, cela, il leur a fallu brosser un tableau partiel d'une société qui secrète la violence. Ils ne semblent pas eux-mêmes convaincus des «réponses» que constituent leurs recommandations, parce que le «sentiment d'insécurité» qu'ils éprouvent, c'est celui de la bourgeoisie, face à la montée des aspirations populaires à changer la société.

«Som i serem...»

PLUS D'UN MILLION DE MANIFESTANTS A BARCELONE

● Au moins un million deux cent mille, peut être un million cinq cent mille, en tous cas, la plus grande manifestation jamais vue à Barcelone depuis quarante ans. Avec un éclat impressionnant, le peuple catalan a confirmé hier la vigueur de son sentiment national. Depuis la veille, des rassemblements avaient eu lieu dans les quatre provinces catalanes, et aujourd'hui, la capitale, était couverte de «Senyeras» le drapeau aux 4 barres. Combien de kilomètres de toile sang et or ont été vendus pour l'occasion ?

Le rassemblement était prévu pour 5 heures mais dès 4 heures de l'après-midi, la place était noire de monde. Après avoir entendu le message du président Tarradellas et chanté l'hymne national, «Els segadors», l'immense cortège s'ébranla pour descendre le passeig de Gracia jusqu'à la «plaça Catalunya» puis emprunter les «rondas» et se dissoudre devant le monument à Rafael Casanovas.

La statue du maire de Barcelone qui dirigea la résistance de la ville contre les troupes royales ayant la défaite du 11 septembre 1714, avait retrouvé discrètement sa place cet hiver après les quarante années pendant lesquelles le franquisme l'avait laissée vide.

Cortèges de partis, de syndicats, mais aussi de groupes folkloriques, de clubs de foot-ball, toutes les couches du peuple catalan, la petite bourgeoisie dont le nationalisme est fervent mais aussi les ouvriers, le plus souvent d'origine non catalane : tout au long du défilé, barcoté de drapeaux catalans, d'autocollants aux couleurs nationales, et souvent d'«ikurrinas» basques, de drapeaux républicains, le peuple catalan manifestait sa joie devant le retour imminent de l'autonomie.

La diada, soigneusement préparée par une commission qui siégeait les représentants des parlementaires et ... du gouvernement civil s'est déroulée comme prévue. La répression dans l'Espagne post-franquiste

n'avait pourtant pas perdu ses droits : depuis le matin la place Sant Jaume, où s'élevait le palais de la Généralité était interdite et occupée par une police agressive. C'est donc une grande unanimité et un caractère de fête qui a marqué cette journée, les organisateurs s'accordant pour éviter le mot de manifestation. Tout au long du parcours, une formidable installation diffusait des chants catalans depuis les chansons engagées de Lluís Llach et Raimon, jusqu'aux farces anodines de «la Trinca», les «Charlots» catalans. Pour la commission «11 septembre» il s'agissait bien de maintenir l'expression des masses dans certaines limites. Elle y est parvenue et les contradictions avivées par les récentes dissensions entre le président Tarradellas et la majorité des parlementaires n'ont pu apparaître dans certaines parties du cortège où l'on criait : «Nous voulons le statut, Tarradellas est vendu !».

Le matin, au «fossar de les moreres» où avaient été enterrées les victimes du siège de Barcelone, avait eu lieu une concentration de 6 à 15 000 indépendantistes, massés dans les ruelles du vieux Barcelone.

Si la confiance dans l'issue favorable des diverses négociations en cours reste très largement le sentiment dominant, nombreux sont pourtant ceux qui se posent des questions sur la tactique actuelle des partis bourgeois,

même lorsqu'ils prétendent rester intransigeants sur le fond de la revendication autonome, pourquoi maintiennent-ils le peuple catalan dans l'expectative sans chercher à le mobiliser ?

Quoiqu'il en soit, l'impressionnante démonstration d'hier ne peut que faire réfléchir le gouvernement Suarez alors que, reprenant l'initiative, les parlementaires catalans tentent d'obtenir plus que les concessions déjà faites à Tarradellas.

A Barcelone, on pense aujourd'hui que l'accord passé avec le président sera très largement dépassé, que le statut provisoire retenu comprendra un parlement et un gouvernement représentatif des for-

ces parlementaires, que celui-ci sera expurgé de tous les représentants du pouvoir central et que le découpage provincial sera aboli pour consacrer l'unité territoriale de la Catalogne.

Mais ces quelques progrès ne seront pas acquis facilement si l'on en juge par l'attitude de Suarez.

«Som i Serem», «nous sommes et nous serons toujours des catalans». Les premiers mots de la «Santa Espina», répétés pendant quarante ans comme un acte de foi sont aujourd'hui une évidence : la reconnaissance du fait national catalan, par la mobilisation populaire est devenue irréversible.

Frédéric FERRER



«Qu'on le veuille ou non nous sommes et serons Catalans».

Carnet de voyage en Somalie

Histoire d'une coopérative

par Jean-Paul GAY



«Nous n'étions que des serfs»

A quelques kilomètres de Marka, la capitale de Shabelli, nous avons visité une coopérative de 1 200 membres ; une spécialité : la production de légumes, dont la Somalie manque encore. Délaissant un court moment les travaux des champs, des dizaines d'hommes et de femmes ont tenu à nous accueillir chaleureusement.

Jusqu'à la fondation de la coopérative en 74, l'exploitation appartenait à un des propriétaires italiens de la région. Ceux-ci avaient aussi la haute main sur le commerce, les transports, et la fixation des prix dont l'arbitraire a conduit à l'endettement et, par suite, à la disparition, des nombreux paysans pauvres. Les ouvriers agricoles gagnaient un shilling somalien par jour, une somme dérisoire, mais le propriétaire italien pour obtenir de fortes subventions de l'État et ne pas payer d'impôts déclarait payer ses employés 7 shillings. Lors de l'expropriation, il a été indemnisé pour les bêtes et le matériel agricole mais, il a dû nous a-t-on dit, en reverser une part importante pour d'anciennes dettes auprès de la banque somalienne et

la société de commercialisation des bananes.

Nombre de ceux qui travaillent aujourd'hui à la coopérative sont d'anciens employés du propriétaire italien. Tenant à la main les feuillets d'un vieux livre de comptes des colons, un paysan nous dit : «J'ai 66 ans, je suis membre du comité de gestion de la coopérative et je laboure encore les champs. Les Italiens nous ont exploité jusqu'à l'os. On travaillait pour leur intérêt, pas pour le nôtre ou celui de nos enfants, nous n'étions que des serfs. Avant, celui qui voulait se sortir de l'oppression, était considéré comme un élément nuisible et on le fouettait. Les Italiens nous exploitaient avec l'appui du régime. Si on déposait une plainte, c'est nous qui étions condamnés. Il y avait une grande dépendance entre les Italiens et le régime. Maintenant nous sommes unis dans la lutte contre le colonialisme et l'ignorance».

Le mécontentement des paysans contre l'oppression du propriétaire, a abouti à la décision d'expropriation. «Au début, en 74», nous dit un dirigeant de la coopérative, il

y a eu d'abord un petit nombre de paysans qui se sont regroupés. Par nos efforts, nous avons montré la supériorité de la coopérative sur la propriété individuelle, notamment par l'irrigation, et cela a incité d'autres paysans à se joindre à nous». En plus de la terre collective administrée par un comité de 21 membres élus par les coopérateurs, chaque famille a droit à un lopin de terre individuel de quelques hectares et à un troupeau.

Un effort particulier semble fait pour l'équipement autonome de la coopérative, qui compte 8 tracteurs et un bulldozer (la région est menacée par le sable). Les réparations sont faites sur place par une trentaine de membres de la coopérative, spécialement formés par quelques paysans, qui avant 74, réparaient les machines pour le compte de l'exploitant italien. Les projets ne manquent pas et un hangar nous est présenté comme devant «abriter la petite usine qui fabriquera sur place l'huile avec le sésame produit ici». Selon un dirigeant de la coopérative : «l'objectif fixé par les autorités est qu'avant 1980, les gros propriétaires qui restent dans ce secteur soient expropriés et que les coopératives soient formées dans toutes la région de Marka». Pour l'instant des paysans de la région viennent s'initier 2 ou 3 mois à la marche de la coopérative en vue d'en former d'autres ensuite.

En attendant les expropriations, les autorités ont imposé, dit-on, des conditions particulières aux propriétaires italiens, par exemple de verser à leurs employés un salaire quotidien d'au moins 7 à 8 shillings somaliens. On dit aussi que les propriétaires italiens qui «n'ont pas une attitude coloniale» peuvent conserver leurs terres. Poursuivra-t-on jusqu'à son terme la rupture des liens de dépendance néo-coloniale, conformément aux aspirations des masses paysannes ? Cette question est au cœur de la lutte complexe qui se déroule dans cette région.

(à suivre)

Éthiopie - Somalie

VERS LA GUERRE OUVERTE ?

Samedi, le conflit entre la Somalie et l'Éthiopie est entré dans une phase plus aigue, après la rupture des relations diplomatiques qui s'était produite pendant la semaine. La Somalie a réaffirmé son soutien total, politique et matériel aux guérilleros du Front de libération de Somalie Occidentale en Ogaden. Le FLSSO a annoncé la prise de Djidjiga et de plusieurs autres localités. D'autre part, le gouvernement somalien a annoncé que trois chasseurs bombardiers éthiopiens ont bombardé l'aéroport d'Hargeisa à 40 kilomètres de la frontière avec l'Éthiopie.

Alors qu'à la fin du mois d'août le front, s'était relativement stabilisé, une con-

tre offensive de l'Éthiopie se dessine : en effet la tentative d'ingérence soviétique pour imposer une «Fédération de la Mer Rouge» semble avoir fait faillite après le voyage du président somalien Siad Barre à Moscou ; d'autre part, les tentatives de médiation africaine n'ont pas encore donné de résultats. Le régime de Mengistu est assuré du soutien de l'URSS : Brejnev vient de lui envoyer un message où il le félicite pour son action «face à la contre-révolution intérieure et à la réaction extérieure». En moins d'un an, l'URSS a fourni à Mengistu plus d'armes que les États-Unis de 1974 à 1976.

INTERNATIONAL

Affaire Schleyer

Les ravisseurs de Schleyer ont accepté l'avocat suisse Denis Payot comme intermédiaire. Il lui ont envoyé samedi un message qui a pu être authentifié. Le gouvernement allemand a interdit la presse de faire état des termes de ce message. Schmidt a réuni à nouveau son «cabinet de crise» pour étudier les exigences du commando. En attendant, la police a demandé aux ravisseurs de nouvelles preuves de ce que Schleyer est toujours en vie. La femme du dirigeant du patronat allemand a demandé à Schmidt de tout faire pour sauver sa vie. Cette réaction confirme l'hypothèse selon laquelle Schmidt est décidé à ne pas céder et feint d'accepter une négociation pour gagner du temps.

Chine : nouvelle dénonciation de la politique américaine au sujet de Taïwan

Au cours d'une rencontre avec des partenaires japonais, le vice-président Teng Hsiao-ping a à nouveau tiré un bilan négatif de sa rencontre avec le secrétaire d'Etat américain Vance. En effet, contrairement aux termes du communiqué de Shanghai, signé par Chou En-lai et Nixon en 1972, les États-Unis maintiennent leurs relations et leur soutien au régime fantoche de Taïwan. Teng Hsiao-ping a déclaré que les États-Unis «voulent jouer sur deux tableaux».

URSS-CEE : reprise des négociations sur la pêche

Alors que l'accord provisoire pour la pêche entre l'URSS et la Communauté économique européenne expire à la fin du mois de septembre, des négociations pour un accord à plus long terme vont commencer cette semaine. Elles s'annoncent particulièrement dures ; en effet l'URSS compte obtenir des quotas de pêche plus importants que dans l'accord intérimaire ; sinon elle menace de réduire fortement en représailles la pêche des chalutiers de la CEE dans la mer de Barents, mer qu'elle a annexée à sa zone économique de 200 milles. De plus, la question de savoir comment l'accord pourra être signé n'est pas résolue : en effet l'URSS ne reconnaît pas officiellement la CEE.

ISRAËL

Le gouvernement sioniste a donné les pleins pouvoirs à Dayan pour aller négocier avec les États-Unis. Avant de partir, il a préconisé l'intégration des Palestiniens aux pays arabes où ils sont réfugiés. Il propose en outre l'annexion de la bande de Gaza et des négociations avec la Jordanie. De telles bases de «négociation» rendent encore plus improbable l'éventualité d'une reprise de la conférence de Genève.

ZAÏRE

Karl Ibono, ancien ministre des affaires étrangères destitué par Mobutu, passe actuellement en procès, accusé de n'avoir pas prévenu le gouvernement des préparatifs d'invasion au Shaba. La peine de mort a été requise par le procureur.

USA

Le sénateur Byrd, leader de la majorité au Sénat américain a déclaré que le ministre Lance, accusé de corruption et de trafic d'influence devrait démissionner parce qu'il a «perdu sa crédibilité».

GRANDE-BRETAGNE

La grève des ouvriers boulangers qui revendiquent une prime spéciale pour le travail les jours de fête, a été largement suivie. Dès samedi, le pain était rationné ou manquait.

LIBYE-ÉGYPTÉ

La Libye et l'Égypte ont retiré leurs troupes de la région frontalière conformément à l'accord qui était intervenu grâce à la mission de «bons offices» entreprises par Yasser Arafat pour régler le conflit entre les deux pays.

LA POLOGNE UN AN APRES LA RÉVOLTE OUVRIÈRE D'URSUS ET RADOM

● A l'heure où Gierek, premier secrétaire du parti révisionniste polonais, arrive à Paris pour négocier de nouveaux contrats avec l'impérialisme français, il pense pouvoir se présenter comme le chef d'un État à nouveau calme après les manifestations ouvrières de 1976. Le 22 juillet 1977, les derniers

ouvriers maintenus en prison depuis les grèves d'Ursus et de Radom étaient libérés, de même que les neuf intellectuels du Comité de Défense des Ouvriers arrêtés en mai 1977. L'amnistie proclamée, les autorités révisionnistes prétendent que tout a été réparé et éclairci.

Ces dernières années, l'URSS a multiplié ses pressions sur l'économie de la Pologne : livraisons obligatoires (par exemple la viande, alors que le pays en manque), augmentation du prix du pétrole, obligation de fournir par l'URSS, envoi de main d'œuvre polonaise à l'URSS. Les pressions soviétiques devant lesquelles plie la classe dirigeante polonaise, et les contradictions internes du nouveau capitalisme polonais, avec lesquelles elles se combinent, ont amené Gierek à prendre des mesures draconiennes contre les travailleurs.

Le 25 juin 76, à l'annonce d'une augmentation de 40 % des prix alimentaires, les ouvriers des usines d'Ursus et de Radom déclaraient immédiatement la grève, manifestaient devant les locaux du parti révisionniste et les détruisaient. La grève couvrait dans tous les grands centres ouvriers de Pologne. Le pouvoir révisionniste, dépassé par l'ampleur d'une réaction ouvrière qu'il avait sous-estimée, reculait et annonçait le «report» des augmentations. Onze manifestants avaient été tués par les forces de répression, des centaines d'ouvriers licenciés, soixante-quinze étaient condamnés de façon expéditive jusqu'à dix et quinze ans de prison, les convocations à la milice avec tabassage devenaient quotidiennes à Ursus et Radom.

Le 29 juin 1976, onze intellectuels rédigent alors un manifeste de solidarité avec les ouvriers grévistes. En août, ils lancent un appel au dehors des frontières de la Pologne : «A tous ceux qui ont pris la défense des persécutés au Chili, en Espagne, en Tchécoslovaquie et en URSS et à tous ceux qui se solidarisent avec la lutte des ouvriers du monde entier pour la libération du travail.» Le 23 septembre 76, ils forment un Comité de Défense des Ouvriers (le KOR) et lancent un appel au peuple polonais pour dénoncer la répression et réclamer l'amnistie totale.

Dès lors, le KOR va multiplier ses efforts pour entrer en contact avec les ouvriers d'Ursus et de Radom et tisser un lien de solidarité. En octobre 76, le premier bulletin ronéotypé du Comité circule à Varsovie, faisant pour la première fois la vérité sur les manifestations et la



Les queues devant les magasins... toujours aussi longues.

répression. Des collectes sont organisées dans tout le pays pour soutenir les familles des emprisonnés et licenciés.

Le 4 novembre 1976, 889 ouvriers de l'usine de tracteurs d'Ursus écrivent à Gierek pour exiger la réintégration de leurs camarades licenciés et l'amnistie générale. En mai 1977, trois millions de zlotys (soit 3 000 mois de salaire moyen) ont pu être distribués aux familles.

RECU DE GIEREK

Face à la révolte ouvrière et l'opposition intellectuelle qui lui exprime son soutien, les nouveaux bourgeois au pouvoir renoncent à recourir à une répression ouverte. Gierek, d'un geste qu'il veut spectaculaire, annonce «le pardon (à) ceux des condamnés qui se sont repentis et dont l'attitude laisse prévoir qu'ils ne reprendront plus la voie de la délinquance.» Gierek recule tout en menaçant, obligé de reconnaître l'ampleur du soutien apporté aux ouvriers d'Ursus et de Radom. Il maintient cinq ouvriers en prison. Perquisitions, menaces de mort, publications de faux documents du KOR s'abattent contre le Comité qui poursuit son action.

Le 7 mai 1977, Stanislas Pyjas, un étudiant sympathisant du KOR est trouvé mort sous un porche à Cracovie. «Accident», conclura la police !

Le 15 mai, 6 000 personnes manifestent silencieusement dans les rues de Cracovie en hommage à cette nouvelle victime. D'autres manifestations

sont prévues à Varsovie. Neuf membres du KOR sont alors arrêtés, deux autres sont victimes d'un curieux «accident de circulation». Une grève de la faim se poursuit pendant une semaine pour obtenir leur libération. La répression, loin d'écraser la dissidence, la renforce. Au même moment s'ouvre la conférence de Belgrade, où la question de l'application des Accords d'Helsinki concernant les droits de l'homme est le sujet de controverses entre Soviétiques et Occidentaux.

Le pouvoir doit compter avec un mouvement qu'il n'a pu étouffer et que la répression n'arrive pas à briser. Le jour de la fête nationale polonaise, les cinq ouvriers emprisonnés et les neuf intellectuels du KOR sont libérés, l'amnistie proclamée.

C'est le succès du mouvement de solidarité autour des ouvriers en lutte et le résultat d'un début d'unité, pour la première fois, entre l'opposition intellectuelle et

la classe ouvrière, alors qu'en décembre 1970, quand les ouvriers de Gdansk s'étaient révoltés aux cris de «Vive la dictature du prolétariat !», l'opposition intellectuelle était restée silencieuse.

Avec la révolte ouvrière d'Ursus et de Radom, les choses évoluent. Parce que le prolétariat de Pologne a osé à deux reprises déjà, affronter la nouvelle bourgeoisie au pouvoir, en attaquant clairement les responsables de son exploitation, la bourgeoisie révisionniste, il a pu entraîner des intellectuels dissidents à ses côtés.

Cependant, malgré ces premiers reculs, l'opposition polonaise ne peut que se heurter à une répression et à une menace d'intervention directe, du social-impérialisme.

Pour celui-ci, la domination des pays de l'Est est vitale, et ne peut admettre que l'un d'eux remette en cause son ordre.

Joëlle FECLAZ

En bref... En bref...

CHILI

A l'occasion de l'anniversaire du coup d'État fasciste, le dictateur Pinochet a annoncé le maintien de l'État de siège, du couvre-feu et de la suppression de toutes les libertés politiques et syndicales.

ZAMBIE

Le président Kaunda a déclaré que le sommet de l'OUA sur le Sahara prévu en octobre ne pourrait se tenir à Luanda en Zambie, étant donné l'état de guerre entre la Zambie et le régime raciste de Rhodésie.

Lundi 12 septembre

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Pour les jeunes
19 h 00 - Recherche dans l'intérêt des familles. *Feuilleton policier*
19 h 40 - Une minute pour les femmes. *Des couturières qui veulent vivre et revaloriser leur métier.*
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le grand duel. *Film italien de Giancarlo Santi, western de second ordre*
22 h 00 - Pour le cinéma
23 h 00 - Tennis à Forest Hills
23 h 15 - Journal

A 2

15 h 00 - Les charmes de l'été
15 h 55 - Aujourd'hui magazine
18 h 00 - Fenêtre sur. *Les romans en question*
18 h 30 - Dorothée et ses amis
19 h 45 - La joie de vivre
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La tête et les jambes
21 h 55 - Portrait de l'univers. *L'œnologie enquête sur la fabrication du vin.*
23 h 00 - Bande à part
23 h 30 - Journal

FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse
19 h 50 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Scènes de la vie de province
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Hommage à Elvis Presley. *L'amour en quatrième vitesse*

Mardi 13 septembre

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Pour les jeunes
19 h 00 - Recherche dans l'intérêt des familles. *feuilleton policier*
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Au-delà de l'horizon. *Série d'Alain Bombard. N° 9 : Jules Verne... un grand voyageur*
21 h 35 - Mondes sans frontières : *L'Angleterre ou la marche des gens du Nord.*
22 h 25 - Tennis : finale du tournoi de Forest Hills
23 - 00 - Journal et fin

A 2

18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - En ce temps-là, la joie de vivre. *Annie Girardot*
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Dossiers de l'écran : la souris qui rugissait. *Comédie burlesque*
débat : *Si tout le monde avait la bombe*
23 h 30 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Scènes de la vie de province
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Notre-Dame de Paris. *Film français de Jean Delannoy (1956), d'après le roman de Victor Hugo*
22 h 25 - Journal et fin

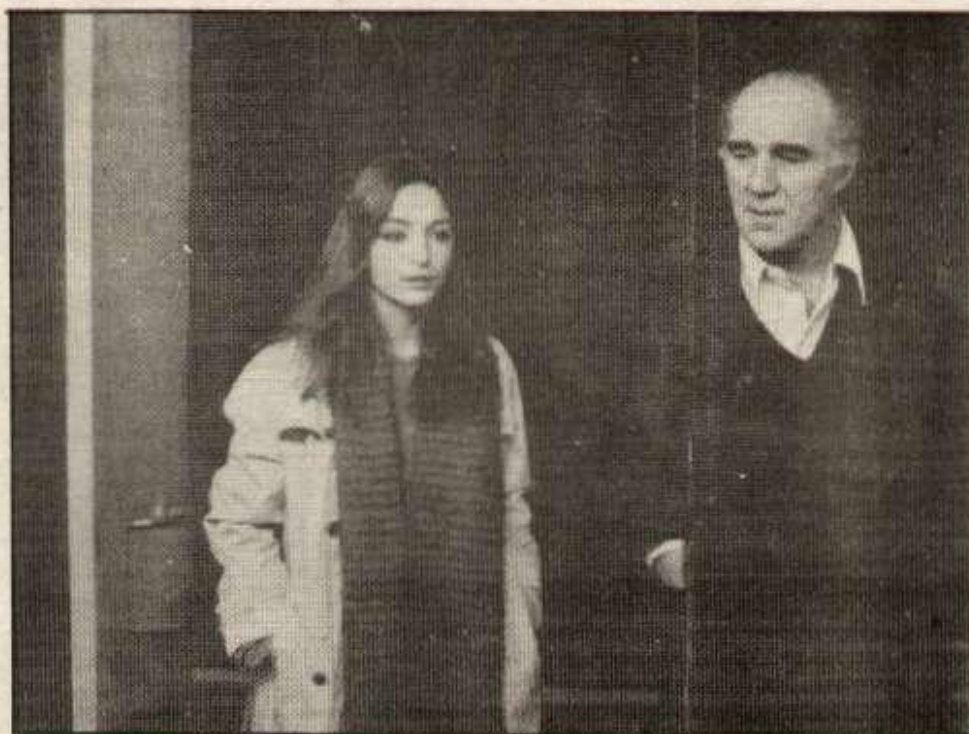
DES ENFANTS GÂTÉS

de Bertrand Tavernier

Un intermède manqué

Ce dernier film de Bertrand Tavernier («L'horloger de Saint Paul», «Que la fête commence», «Le juge et l'assassin») se différencie nettement des précédents : la critique sociale n'en est pas le propos principal, même si elle n'en est pas totalement absente. L'histoire qu'il nous conte c'est peut-être celle de Tavernier lui-même. Un cinéaste (Michel Piccoli), la quarantaine n'arrive pas à écrire le scénario de son film. Pour trouver les conditions favorables à son inspiration il quitte le foyer conjugal et loue un appartement dans un autre quartier de Paris. Loin de trouver la tranquillité recherchée, il se trouve entraîné dès son arrivée dans une lutte de locataires contre les escroqueries du propriétaire de l'immeuble et dans une aventure amoureuse avec une jeune femme (Christine Pascal) animatrice du comité de locataires, chômeuse. Cet amour qui ne peut durer c'est la trame de ce film. Sujet maintes fois traité, sur lequel Tavernier n'innove guère. Il ne parvient pas à donner, comme le cinéaste de son film consistance à cette histoire, ses personnages sont sans épaisseur, leur aventure paraît peu crédible.

Sur ce plan il s'agit d'un film raté, malgré tout le



talent qui s'y manifeste. Si Tavernier n'est pas parvenu à faire un grand film, on ne peut pas non plus parler de navet. Rarement on n'avait filmé Paris d'aussi belle façon, certains plans nocturnes sont remarquables et on découvre sous des angles étonnants l'urbanisme de la capitale livrée aux promoteurs : immeubles en construction, tours, terrains vagues, vieux quartiers éventrés. L'aventure

que nous conte Tavernier se situe en effet dans le Paris que nous connaissons, et non dans le décor irréel des romances cinématographiques habituelles. Avec humour et justesse, Tavernier montre certaines pratiques des requins de l'immobilier. On en reste toutefois au niveau de la description et les seules luttes montrées sont celles des couches petites-bourgeoises. Sur cette question non plus il

n'a pas été au fond des choses.

Tavernier a tenté de démontrer qu'un cinéaste ne peut pas échapper aux luttes sociales, s'en isoler totalement, sous prétexte de faire œuvre créatrice. On peut espérer que logique avec son propos, il en tirera toutes les conséquences pour son prochain film.

S.L.

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Denoël

65^e épisode

— Alors, votre frère?
— Il ne supporte pas la peinture. Il est en mauvaise santé. Vous ne pouvez pas demander qu'il redescende ici pour travailler avec vous?
— Moi? C'est à Gilles qu'il faut vous adresser. Comment voulez-vous que moi... Il n'a qu'à voir le docteur ou le délégué.
— Eh bien, cria le régleur qui passait, qu'est-ce que vous faites ensemble?
Daubat rit.
— Elle me parle de son frère. Il est malade à la peinture, il voudrait changer.

Le régleur cessa de sourire.

— C'est de sa faute. Quand il était avec nous, il n'avait qu'à se tenir tranquille. Maintenant, ils le laisseront là-haut jusqu'à ce qu'il parte.

Il s'arrêta pour rallumer sa cigarette, et Daubat, moins brutal, renchérit :

— Moi, j'ai voulu lui expliquer. C'est un jeune, il ne connaît pas la vie. Je lui ai dit, laisse tomber les crouillats, te mêle pas de leurs histoires, fais ton travail, discute pas avec les chefs, pas de politique ici. Il ne m'a pas écouté, il s'est fâché avec tout le monde, même avec le délégué. Ils ont eu une engueulade ici même, avant votre arrivée. Il provoque, il provoque. Les gens en ont eu marre et les chefs aussi. Pour eux, il n'est pas un élément intéressant, il discute trop.

— Oui, je comprends. Excusez-moi, dis-je, je vous ai retardé.

— Mais ça ne fait rien! Il faut le raisonner, vous. Alors, bon appétit.

Je poussai la porte du vestiaire. Les femmes s'étaient installées et ma place habituelle se trouvait occupée. Je m'approchai d'une ouvrière qui avait mis ses jambes au repos sur le banc.

— S'il vous plaît, une petite place.

Elle poussa ses pieds, et sans plus faire attention à moi reprit sa conversation avec ses camarades. L'une d'entre elles racontait son altercation avec le chef d'équipe.

— Là où j'étais avant, conclut-elle, c'était encore plus dur.

Son profil offrait un dessin agréable, mais le coin de l'œil était gâté par trop de rides. Ses cheveux frisaient autour des oreilles et démarquaient l'ocre de son maquillage.

— Mais au moins, ajouta-t-elle, il n'y avait pas d'Arabes.

Je rougis, mais personne ne me regardait.

La fille qui me rappelait Marie-Louise venait d'entrer. Elle ne lui ressemblait pas par la forme ou les traits de son visage, mais par son regard tranquille et osé, sa démarche, sa manière de porter sa blouse de travail fermée par une large ceinture de vernis noir, ses petits seins qui apparaissaient en relief, par les anneaux brillants pendus à ses oreilles. Elle demanda une cigarette et répondit à celle qui l'interrogeait que le grand brun de la peinture lui avait payé un café.

— Ils sont tous bruns à la peinture, s'esclaffa une des femmes.

Les autres éclatèrent de rire. Là-haut, presque tous les hommes étaient des Africains noirs. La fille haussa les épaules.

— Vous croyez que je vais marcher avec un nègre?

— Tu as bien soulevé un Algérien.

— Ah celui-là, dit-elle, je vais finir par lui envoyer une gifle. Il se plante devant moi, il me regarde, il me fixe. Ce matin, il n'a pas arrêté de me sourire.

— Ils sont collants avec les femmes.

— Mais le grand brun de la peinture, il me plaît bien.

— Moins dix, dit quelqu'un.

— Allons, soupira ma voisine, je vais faire mon ravalement.

Et elle ouvrit un poudrier. Elle s'appliquait avec un soin qui démentait l'ironie de son expression.

à suivre

le liban dans la fausse paix

5

AU SUD
OÙ
LA GUERRE
CONTINUE

Suite

Reportage

de Jean LERMET et Yomna EL KHALIL

« Assis à l'ombre, près de la tente, autour de verres de thé, les combattants de la base de Rcheif et leur responsable nous parlent des objectifs de la lutte actuelle, de leur analyse de la situation et des tâches qu'elle exige, des liens avec la population locale et de la vie des paysans.

Dans l'étape actuelle de la lutte, le Fath a adopté le mot d'ordre : « Tous les fusils dirigés contre l'ennemi principal ». C'est ce mot d'ordre qui guide l'attitude des combattants.

Toutes les couches de la paysannerie peuvent avoir des contradictions avec les sionistes. Même si, certains riches propriétaires sont des agents du sionisme, d'autres ont des contradictions réelles avec lui. Pour le Fath, il faut les inclure dans le large front de lutte anti-sionistes. Des propriétaires, même des députés, comme celui de Bint Jbeil, ont de bonnes relations avec la Résistance. Ils lui permettent d'utiliser une partie de leurs terres, des propriétés. D'autres sont neutralisés pour une période.

Une autre ligne a été appliquée par certains dans la guerre du Sud, elle s'appuie sur le principe : « Tout ce qui n'est pas avec nous est contre nous ». Elle a conduit à la division de la population, parfois dans un même village. C'est ce qui avait provoqué la chute de certains villages, comme Khiam, par exemple. Dans la période actuelle, faut-il combattre les forces du chef religieux, chiite, Moussa Sadr, au Sud, parce qu'il s'est rallié aux Syriens en juin 76 ? « Oui » disent les tenants de cette ligne. Mais les forces de Moussa Sadr ont une implantation importante dans le Sud et mènent réellement la lutte aujourd'hui contre les sionistes et leurs agents : pour le Fath, malgré les divergences qu'il a avec le mouvement, c'est un allié dans la phase actuelle, et il faut consolider cette alliance.

Villages « neutres »
dans un pays en guerre

Il est rare de voir dans une région en guerre, des villages appelés « neutres » ou « neutrali-

sés ». Pourtant, dans le Sud, ces villages existent. Une lutte politique importante a été menée dans les rangs des forces patriotiques pour développer leur existence. Les villages neutres ne sont pas d'une seule confession. A Maroun Ras, au-dessus de Bint Jbeil, la population est en majorité musulmane. A Yaroun, c'est moitié chrétien, moitié musulman. A Qawsah, la population est chrétienne. Plusieurs facteurs peuvent amener ces villages à déclarer leur neutralité. Du village de Maroun Ras, il est facile de bombarder Bint Jbeil. Pour la Résistance, il faut simplement empêcher que les fascistes y soient, car elle, de son côté, ne cherche pas à être présente militairement dans tous les villages.

La non présence des fascistes à Maroun Ras a été négociée avec la population du village. Il y a aussi l'exemple de Qawsah, village que nous pouvons voir à partir de Rcheif. Dans ce village, les fascistes ont pu former une petite force qui voulait entraîner le village entier à la guerre contre Rcheif. Les patriotes de Qawsah ont refusé et ont proclamé la neutralité du village.

Une autre fois, les forces alliées aux fascistes, présentes à Qawsah, ont voulu intervenir dans un conflit interne à un village proche, Beit Lif. Le conflit opposait des partisans de Moussa Sadr à des partisans de Kamel Assad, président de la Chambre des députés et féodal du Sud. Leur intervention avait pour but de faire éclater la guerre. Les habitants de Qawsah étaient contre cette intervention et en s'appuyant sur eux, les combattants de Rcheif ont menacé l'occupation de Qawsah si les forces locales alliées aux fascistes n'arrêtaient pas leurs provocations. Depuis, de bons rapports existent entre Rcheif et



La ville de Bint Jbeil : aujourd'hui vidée de ses habitants

les villages avoisinants, Qawsah et Beit Lif.

La présence des villages neutres est importante pour la Résistance. Elle prouve à l'ensemble de la population, que la Résistance ne veut pas occuper le Sud, comme le prétend la propagande sioniste et celle de ses alliés.

« Respecter
les masses »,
le mot d'ordre
des combattants
de Rcheif

A Rcheif, des rapports très étroits lient la population aux combattants. Des habitants font partie de la base de Fath, ils participent aux combats et aux autres tâches. Les combattants qui descendent aux champs avec les paysans sont souvent amenés à participer à la récolte du tabac. Les villageois sont armés pour leur défense, quand ils ne peuvent rejoindre la base : c'est le cas des vieux, des parents qui ont la charge des enfants.

Les problèmes du village sont discutés avec les combattants, soit à la base, soit dans les maisons. Mais aussi, des discussions importantes ont lieu sur la situation politique et militaire du Sud, du Liban et de l'ensemble du monde arabe. Alors que dans certaines bases éloignées du front, il est possible de réunir les gens pour mener des discussions, ici, à Rcheif, il est plus prudent de passer dans les maisons. Lors de ces discussions politiques, les combattants expliquent aux gens qu'il est possible de vaincre l'ennemi, qui est, en définitive faible, qu'il est possible de lui résister et de remporter des victoires. C'est avec l'aide des paysans que les abris, les fortifications sont construits.

Pour leur nourriture, les combattants achètent les légumes et fruits disponibles aux paysans. Le reste leur est fourni par la direction de la Résistance. A aucun moment, les combattants ne se permettent de cueillir les fruits d'un jardin, même s'il s'agit d'une maison où les propriétaires sont absents.

Pour les combattants de Rcheif, avoir des liens solides avec la population est aussi important que de savoir com-

battre par les armes, l'ennemi sioniste. Ces liens exemplaires ne sont pas présents partout dans le Sud, entre les combattants et la population, mais dans de nombreuses bases, des efforts sont faits dans ce sens.

Les masses du Sud, aujourd'hui sont généralement conscientes que leurs intérêts convergent avec ceux du peuple palestinien. Un responsable local du Fath nous expliquait que le fait de conserver Bint Jbeil, Rcheif, de reprendre Khiam et Taybeh avait un poids politique important : les masses se retrouvaient avec la Résistance, même si certaines erreurs avaient pu être commises à leur égard à tel ou tel endroit.

Chrétiens-Musulmans :
la bonne entente

A aucun moment, les fascistes n'ont pu entraîner les chrétiens du Sud dans une guerre contre le reste de la population. Ils l'ont essayé à plusieurs reprises, à Saïda, dans les villages chrétiens autour de Saïda, à Sour et dans le reste du Sud. Mais les provocations confessionnelles ont tout de suite été arrêtées. Alors que nous évoquons ce point, un responsable de la Résistance nous rappelait que dans le secteur local de Beyrouth aussi, près de 80 000 chrétiens sont restés durant les événements dans leurs quartiers sans être dérangés. A Sour, malgré les provocations fascistes, comme le massacre de Yarín, village musulman frontalier, le quartier chrétien n'a subi aucun coup. Au contraire, comme dans le reste des quartiers, la population était protégée ; un comité des habitants assure sa défense et reçoit des armes du Fath.

La propagande des sionistes et de ses alliés dans les villages chrétiens occupés est de dire que les forces d'en face, massacrent les chrétiens. Des combattants des autres villages ont invité à plusieurs reprises ces villageois chrétiens et les notables à descendre avec eux à Sour pour leur montrer la situation. Des discussions ont commencé à avoir lieu pour contrer cette propagande.

Le meilleur exemple de cette entente est fourni par la protection spéciale que reçoit la seule école maronite à Sour de la direction régionale du Fath. La direction de l'école ne cesse de louer cette protection.

Faiblesses
des Phalanges

Tous ces facteurs sont en faveur de la Résistance au Sud, et au Liban, dans la lutte contre les sionistes. La situation des agents sionistes se dégrade. Plusieurs points faibles commencent à apparaître.

Les masses chrétiennes dans ces villages occupés se demandent de plus en plus la signification de la poursuite de la guerre, alors qu'elle s'est arrêtée dans le reste du Liban. Elle en rendent responsables les fascistes.

Elles demandent que l'autorité de Sarkis soit appliquée au Sud : c'est une autorité légale et Sarkis est de confession maronite. En même temps, la propagande sur « les massacres des chrétiens » commence à perdre de son impact.

Des gens qui s'attendaient à une protection israélienne commencent à réaliser qu'elle est inopérante : les fedayin ont pu libérer des villages frontaliers, et Israël n'a pu les empêcher.

Dans la situation actuelle, à quoi peut-on s'attendre dans le Sud ?

Tout d'abord, la question du Sud n'est plus une question à part. Elle est devenue partie intégrante du conflit israélo-arabe. Une attaque de grande envergure contre le Sud de la part des sionistes et de leurs agents serait une attaque à l'échelle de la région, et ils ne peuvent totalement conclure qu'elle déclenche une riposte arabe d'ensemble.

Le Fath, lui, pense qu'il est possible qu'Israël lance dans la période actuelle une offensive limitée (dans le genre de celle de Taybeh-Khiam) dans le seul but d'empêcher l'effondrement des forces isolationnistes dans le Sud.